



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DiRIF**

Direction des routes d'Île-de-France

***DIRECTION DES ROUTES D'ÎLE-DE-FRANCE (DiRIF)***

## ***Notice de Respect de l'Environnement***

***N.R.E***

**SUPPRESSION DU GIRATOIRE DE COMPANS ET  
REPRISES DES BRETELLES DE L'ÉCHANGEUR DE COMPANS DANS LEUR  
CONFIGURATION DEFINITIVE**

Novembre 2025

Version 2

ENVIRONNEMENT – ETUDES NATURALISTES – COORDINATION ENVIRONNEMENT – GESTION DES DECHETS – DOSSIERS REGLEMENTAIRES

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>CHAMP D'APPLICATION DU PLAN GENERAL DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>5</b>
1.1.	MAITRE D'OUVRAGE .....	5
1.2.	OBJET DU MARCHE .....	5
1.3.	SITUATION GEOGRAPHIQUE .....	5
<b>2.</b>	<b>ORGANISATION DE LA COORDINATION ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>6</b>
2.1.	MISSIONS DU COORDONNATEUR ENVIRONNEMENT .....	6
2.2.	AUTORITE ET MOYENS DU COORDONNATEUR ENVIRONNEMENT .....	6
2.2.1.	<i>Autorité du Coordonnateur</i> .....	6
2.2.2.	<i>Moyens du Coordonnateur</i> .....	6
2.3.	GESTION DE L'INFORMATION .....	7
2.3.1.	<i>Visite Préalable Environnement</i> .....	7
2.3.2.	<i>Etablissement, remise et mise à jour des Plans de Respect de l'Environnement</i> .....	7
2.3.3.	<i>Modifications de planning, moyens et modes opératoires</i> .....	7
2.3.4.	<i>Suivi des pollutions et des atteintes à l'environnement</i> .....	7
2.3.5.	<i>Obligations des entreprises</i> .....	8
2.3.5.1.	<i>Entreprises principales</i> .....	8
2.3.5.1.1.	<i>Désignation d'un Correspondant environnement</i> .....	8
2.3.5.1.2.	<i>Obligations des entreprises principales</i> .....	9
2.3.5.2.	<i>Entreprise « Sous-Traitante »</i> .....	9
2.3.6.	<i>Fonctionnement du registre spécifique à l'environnement</i> .....	9
2.3.7.	<i>Fonctionnement de la NRE</i> .....	9
2.4.	MODE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES .....	9
<b>3.</b>	<b>ASPECTS REGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>11</b>
3.1.	AIR .....	11
3.2.	BRUIT .....	11
3.3.	DECHETS .....	12
3.4.	EAU .....	12
3.5.	INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	13
3.6.	PROTECTION DE LA NATURE .....	13
3.7.	PROTECTION DU PATRIMOINE .....	14
<b>4.</b>	<b>ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>15</b>
4.1.	MILIEU PHYSIQUE .....	16
4.1.1.	<i>Géologie, hydrogéologie et hydrologie</i> .....	16
4.1.1.1.	<i>Géologie</i> .....	16
4.1.1.2.	<i>Hydrogéologie</i> .....	16
4.1.1.3.	<i>Hydrologie</i> .....	16
4.1.2.	<i>Documents de planification liés à l'eau</i> .....	17
4.1.2.1.	<i>SDAGE Seine-Normandie</i> .....	17
4.1.2.2.	<i>SAGE</i> .....	17
4.1.2.3.	<i>Contrat de milieu</i> .....	17
4.2.	MILIEU BIOLOGIQUE ET PATRIMONIAL .....	17
4.2.1.	<i>Espaces remarquables</i> .....	17
4.2.2.	<i>Zones humides</i> .....	19
4.2.3.	<i>Etat initial floristique et faunistique</i> .....	19
4.2.4.	<i>Synthèse des enjeux écologiques</i> .....	35
4.3.	MILIEU HUMAIN .....	36
DiRIF	<i>Suppression du giratoire de Compans et reprise des bretelles de l'échangeur</i> .....	2

4.3.1.	Description de l'urbanisation.....	36
4.3.1.	Documents d'urbanisme.....	37
4.3.1.	Plans de Prévention des Risques .....	37
4.3.2.	Description de l'ambiance sonore.....	37
4.3.3.	Description de la qualité de l'air.....	37
4.4.	PAYSAGE ET PATRIMOINE CULTUREL, ARCHEOLOGIQUE ET PALEONTOLOGIQUE .....	37
4.4.1.	Paysage .....	37
4.4.2.	Patrimoine culturel, archéologique et paléontologique .....	38
5.	IMPACTS DU CHANTIER SUR L'ENVIRONNEMENT .....	39
5.1.	AIR .....	39
5.2.	BRUIT .....	39
5.3.	DECHETS .....	39
5.4.	EAU .....	40
5.5.	PROTECTION DE LA NATURE ET DU PATRIMOINE .....	41
5.6.	INSTALLATIONS CLASSEES POUR L'ENVIRONNEMENT PROPRE AU CHANTIER .....	41
6.	DISPOSITIONS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	42
6.1.	AIR .....	42
6.2.	BRUIT .....	42
6.3.	DECHETS .....	43
6.4.	EAU .....	44
6.5.	PROTECTION DE LA NATURE ET DU PATRIMOINE .....	48
6.6.	PAYSAGE ET CADRE DE VIE ET RIVERAINS .....	52
6.7.	ICPE .....	53
	VISAS ET POINTS D'ARRET .....	54
7.	ANNEXES .....	56
7.1.	ANNEXE 1 : ENTREPRISES SUR LE CHANTIER .....	56
7.2.	ANNEXE 2 : DECLARATION D'UNE POLLUTION OU D'UNE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT AU COORDONNATEUR ENVIRONNEMENT .....	57
7.3.	ANNEXE 3 : TRAME DU PLAN DE PROTECTION ENVIRONNEMENT .....	58
7.4.	ANNEXE 4 : BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS .....	60
7.5.	ANNEXE 5 : ARRETE PREFECTORAL DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE (77) .....	61

## IDENTITE DU COORDONNATEUR ENVIRONNEMENT

### S.E.G.E.D.

Lot n°21 – Zone d'Activités de la Laouve  
83 470 SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME

Tél. : 04 94 69 41 59  
Fax : 04 94 69 49 57  
Email : fmarie@seged-environnement.com

#### Coordonnateur Environnement titulaire :

SEGED représentée par son directeur général Monsieur Florent MARIE – Tél. : 06 12 33 43 07

## GESTION DES MODIFICATIONS OU COMPLEMENTS

Date d'établissement ou de modification	Indice de modification	Objet de la version ou de la mise à jour
Avril 2025	1	Création du document
Novembre 2025	2	Intégration des éléments du diagnostic écologique
	3	
	4	
	5	

## AVERTISSEMENT

La présente Notice de Respect de l'Environnement s'impose à tout intervenant sans pour autant se substituer à la responsabilité de celui-ci sur le chantier.

Il est tenu à jour toute la durée des travaux.

Quelque entreprise que ce soit, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de services ou un travailleur indépendant, devra joindre obligatoirement la présente NRE au marché établi, quelle que soit la nature de ce dernier.

## 1. CHAMP D'APPLICATION DU PLAN GENERAL DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### 1.1. Maître d'ouvrage

La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports Ile-de-France (DRIEAT IF) – Direction des routes d'Ile-de-France (DiRIF) est maître d'ouvrage du présent marché.

### 1.2. Objet du marché

La présente NRE concerne des travaux de suppression du giratoire de Compans et de mise aux normes des bretelles B1 et B3 de l'échangeur de Compans.

Plus précisément, les travaux visent :

- La suppression du giratoire existant au niveau de l'échangeur de Compans,
- La mise aux normes géométriques et de sécurité des bretelles B1 et B3,
- Divers réaménagements ponctuels des accotements et du système de drainage.



**Localisation du projet**  
(Fond de plan : Géoportail)

### 1.3. Situation géographique

- Commune concernée : Compans
- Département : Seine-et-Marne (77)

## 2. ORGANISATION DE LA COORDINATION ENVIRONNEMENT

### 2.1. Missions du Coordonnateur Environnement

L'objectif de la coordination environnement est de fournir au maître d'ouvrage une assistance garantissant, a minima, le respect de ses obligations réglementaires dans le domaine de l'environnement, tant en phase conception que de réalisation des travaux.

Les missions du Coordonnateur Environnement se décomposent de la façon suivante :

- Valide techniquement les Plans de Respect de l'Environnement (PRE) des entreprises,
- Procède à l'harmonisation, si elle s'avère nécessaire, des PRE des différents intervenants,
- Effectue, préalablement au commencement des travaux, une Visite Préalable Environnement (VPE) consistant à accueillir, en coopération avec le maître d'œuvre, toutes les entreprises, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, y compris les sous-traitants, et à leur rappeler les différentes consignes ou observations particulières à appliquer ou transmettre dans le domaine de la protection de l'environnement,
- Effectue, au démarrage et au cours des travaux, des Instants Environnement auprès des équipes de chantier, visant à rappeler les principales consignes en matière d'environnement,
- Vérifie l'application des principes généraux définis à la NRE et celle des dispositions et méthodologies définies dans les PRE,
- Participe aux réunions de chantier organisées par le maître d'œuvre,
- Veille au respect de l'environnement, en relation directe avec le maître d'œuvre, et informe le maître d'ouvrage de tout non-respect de la législation environnementale, de la NRE et des PRE,
- Informe le maître d'ouvrage de l'apparition d'un événement environnemental et lui propose, en partenariat avec le maître d'œuvre, toute nouvelle mesure rendue nécessaire par cet événement.

### 2.2. Autorité et moyens du Coordonnateur Environnement

#### 2.2.1. Autorité du Coordonnateur

Le coordonnateur exerce l'ensemble de ses missions pour le compte du maître d'ouvrage auprès de tous les intervenants. Pour ce faire, le Maître d'Ouvrage lui assure l'autorité dans les conditions suivantes.

Sans qu'aucune convocation formelle ne lui soit adressée, le coordonnateur environnement participe, de droit, aux réunions organisées par le maître d'œuvre général et à toutes les réunions organisées par les maîtres d'œuvre particuliers lorsque ces dernières ont un rapport avec la protection de l'environnement.

Le coordonnateur environnement doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les entreprises, y compris les sous-traitants, des mesures validées par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, ainsi que des procédures et obligations réglementaires en matière d'environnement. A cette fin, le coordonnateur environnement a libre accès au chantier, sous réserve qu'il respecte les consignes de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur environnement proposera ainsi au Maître d'Ouvrage :

- D'appliquer à tout entrepreneur les mesures relatives aux dispositions définies par la NRE,
- D'appliquer à tout entrepreneur les éventuelles mesures coercitives définies par la NRE.

En cas de danger grave et imminent menaçant l'environnement et le voisinage, le coordonnateur environnement prend les mesures nécessaires pour le supprimer. Il en informe, aussitôt, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et le mentionne dans le registre spécifique.

#### 2.2.2. Moyens du Coordonnateur

Le coordonnateur environnement a libre accès au chantier.

Les entreprises travaux communiquent directement au coordonnateur environnement et au Maître d'ouvrage :

- Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- Tous les documents relatifs à l'environnement demandés par le coordonnateur environnement,
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des co-traitants et sous-traitants quel que soit leur rang.

Le responsable de l'entreprise informe le coordonnateur environnement de toutes les réunions qu'il organise.

L'entreprise donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière d'environnement par le coordonnateur environnement tant que cela n'entraîne pas d'impact sur le chantier financièrement et/ou en termes de planning. Si l'entreprise considère que la demande du coordonnateur environnement génère un surcoût ou une incidence sur le délai, elle en informe immédiatement le maître d'œuvre.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur environnement sera soumis à l'arbitrage du Maître d'Ouvrage.

## **2.3. Gestion de l'information**

### **2.3.1. Visite Préalable Environnement**

Le coordonnateur environnement procédera, préalablement au commencement des travaux, à une Visite Préalable Environnement (VPE) consistant à accueillir, en coopération avec le Maître d'Œuvre, toutes les entreprises, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, y compris les sous-traitants, et à leur rappeler les différentes consignes ou observations particulières à appliquer ou transmettre dans le domaine de la protection de l'environnement.

Cette visite devra être programmée préalablement à l'intervention de l'entreprise et avant remise de son Plan de Respect de l'Environnement. Cette visite sera renouvelée en cours de chantier en cas d'arrivée d'une entreprise.

### **2.3.2. Etablissement, remise et mise à jour des Plans de Respect de l'Environnement**

Chaque entreprise remet au coordonnateur un PRE conformément aux dispositions fixées par la NRE. Le PRE tient compte également des remarques et demandes éventuelles formulées lors de la visite préalable environnement.

Cette remise a lieu obligatoirement avant le début d'intervention.

### **2.3.3. Modifications de planning, moyens et modes opératoires**

Toute modification de planning, moyens et modes opératoires par rapport à la prévision initiale impose préalablement à toute action :

- De vérifier si cette modification n'est pas de nature à modifier également les nuisances environnementales,
- D'en informer systématiquement le correspondant environnement de l'entreprise titulaire et le coordonnateur environnement en joignant l'analyse du précédent alinéa, quel que soit le résultat de celle-ci.

Le correspondant environnement et le coordonnateur disposeront d'un délai de 5 jours calendaires pour faire part de leurs éventuelles observations.

### **2.3.4. Suivi des pollutions et des atteintes à l'environnement**

Est considéré comme pollution et atteinte à l'environnement, tout incident ou accident pouvant rendre dangereux ou dégrader le milieu naturel ou le voisinage.

Toute pollution ou atteinte à l'environnement doit être signalée dans les plus brefs délais, d'une part au correspondant environnement de l'entreprise titulaire, d'autre part, au coordonnateur environnement et au maître d'œuvre.

Les travaux de la zone concernée seront immédiatement arrêtés en attente d'enquête et les mesures correctives seront prises par les entreprises concernées, pour éviter la propagation de la pollution ou l'aggravation de l'atteinte à l'environnement (Cf. Chapitre 2.3.5.1.1. Désignation d'un correspondant environnement).

### **2.3.5. Obligations des entreprises**

#### **2.3.5.1. Entreprises principales**

##### **2.3.5.1.1. Désignation d'un Correspondant environnement**

Chaque entreprise principale désigne un "Correspondant environnement".

Il possède une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement.

Le Correspondant environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du Maître d'œuvre et du Coordonnateur Environnement.

Le Correspondant environnement peut être un salarié de l'entreprise principale (ou de l'un de ses co-traitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre.

Le Correspondant environnement doit :

- Participer aux visites préalables environnement,
- Constituer le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et le soumettre au Coordonnateur Environnement et au visa du Maître d'œuvre,
- Diffuser le PRE et en assurer l'information auprès du personnel de chantier (salariés des entreprises titulaires et sous-traitantes) et des prestataires extérieurs (fournisseurs, locataires, ...),
- Informer le personnel de chantier de façon à le sensibiliser et le responsabiliser à la protection de l'environnement,
- Participer avec le maître d'œuvre et le coordonnateur environnement à l'information des riverains du chantier et des communes concernées,
- Anticiper les problèmes environnementaux afin de faire évoluer le PRE. Toute mise à jour et évolution feront l'objet d'un nouvel indice du PRE, soumis au visa du maître d'œuvre et au contrôle du coordonnateur environnement,
- Coordonner les actions immédiates en cas de pollutions accidentelles de façon à limiter leur propagation et alerter, selon la gravité, les services extérieurs, le maître d'œuvre, le coordonnateur environnement et, selon le cas, le coordonnateur SPS,
- Assurer le contrôle externe en matière d'environnement en veillant à l'application des règles énoncées dans le PRE,
- Coordonner les actions correctives en cas d'écart constaté au PRE : le correspondant environnement avise simultanément la direction du chantier, le maître d'œuvre et le coordonnateur environnement de l'écart au PRE ; il établit une fiche d'anomalie puis une fiche d'action corrective qu'il soumet simultanément à la direction du chantier, au maître d'œuvre et au coordonnateur environnement ; il coordonne la mise en œuvre des dispositions prévues par cette fiche.

Les contrôles seront mis en place par le correspondant environnement et consisteront à des :

- Contrôles des pollutions atmosphériques,
- Contrôles des niveaux sonores,
- Contrôles de la gestion des déchets,
- Contrôles de la qualité des eaux,
- Contrôles de la protection de la nature.



#### *2.3.5.1.2. Obligations des entreprises principales*

L'ensemble des sujétions organisationnelles, administratives et techniques de la présente NRE, indépendamment des pièces écrites du marché (CCP, Cahier des charges techniques, ...), mis à la charge du marché ou lot obtenu par l'entreprise titulaire est réputé à la charge de cette dernière. L'entreprise titulaire fera son affaire de la mise en œuvre de ces sujétions en cas de sous-traitance d'elle-même comme celle de ses éventuels co-traitants. Elle s'assurera par tous moyens y compris contractuels que tout intervenant lié à son marché s'acquittera des obligations faites par la présente NRE.

L'entreprise titulaire par l'intermédiaire de son Correspondant environnement s'attachera à :

- Participer à toutes réunions de travail relatives à la protection de l'environnement que pourrait souhaiter le coordonnateur environnement,
- S'assurer que tout intervenant de son marché désirant faire appel à une entreprise sous-traitante ou un prestataire de services, inclura les informations nécessaires à la protection de l'environnement,
- Accueillir et informer les sous-traitants,
- S'informer de toute modification de planning, de moyens utilisés, de mode opératoire pouvant avoir une incidence sur les risques de pollutions et/ou organisation de la protection environnement.

#### *2.3.5.2. Entreprise « Sous-Traitante »*

Le sous-traitant a l'obligation avant de commencer les travaux, de vérifier qu'il n'existe pas de risques de pollutions ou d'atteintes à l'environnement non traités dans les pièces de son marché ou non abordés au cours de la visite préalable environnement.

En cas de constatation de risque environnemental non prévu, le sous-traitant doit prendre les mesures qui s'imposent et informer immédiatement l'entreprise titulaire et le correspondant environnement.

#### **2.3.6. Fonctionnement du registre spécifique à l'environnement**

Le registre spécifique à l'environnement est composé d'un cahier d'enregistrement chronologique, sur lequel sont consignés, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, tous les événements relatifs à la protection de l'environnement.

Ce registre est tenu à jour par le coordonnateur environnement et disponible sur demande.

#### **2.3.7. Fonctionnement de la NRE**

La NRE est un document évolutif, la mise à jour est effectuée par le Coordonnateur Environnement pendant la durée de l'opération.

Les mises à jour sont fonction de l'évolution du chantier, des nouvelles contraintes, des modifications apportées au marché des entreprises, de l'arrivée de nouveaux sous-traitants en cours de chantier, de l'attribution des nouveaux marchés. Elles font l'objet de notes écrites de la coordination environnement, enregistrées dans le registre spécifique à l'environnement.

### **2.4. Mode de règlement des difficultés**

Tout différend né de l'application de la NRE fera l'objet d'une ou plusieurs réunions de conciliations entre l'intervenant concerné, le maître d'œuvre et le coordonnateur environnement.

Le non-respect des obligations techniques et matérielles pourra faire l'objet, par décision du maître d'œuvre, de mesures de substitution d'action.

Pour tout manquement à une obligation, le maître d'œuvre, sur demande du coordonnateur environnement, pourra faire procéder à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour parer à la carence de toute entreprise en cas de danger grave et imminent pour l'environnement.

Les dépenses ainsi engagées seront imputées à l'entreprise principale concernée.

Le maître d'ouvrage assurant l'avance de ces dépenses, celles-ci seront retenues de plein droit sur les sommes dues à l'entreprise concernée par le maître d'ouvrage.



### 3. ASPECTS REGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Plusieurs articles du code de l'environnement encadrent les activités relatives aux différentes thématiques. La liste suivante non exhaustive présente les principaux articles et textes à respecter.

- Articles L.122-1 à L.122-15 du Code de l'Environnement (Evaluation environnementale),
- Articles L.210-1 à 241-1 du Code de l'Environnement (Milieux physiques),
- Articles L.220-1 à L.229-69 du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- Articles L.300-1 à L.371-6 du Code de l'Environnement (Espaces naturels), et notamment articles L.411-1 à 411-3 du Code de l'Environnement (Conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales et végétales),
- Articles L.511-1 à L.517-2 du Code de l'Environnement (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- Articles L.541-1 à L.542-14 du Code de l'Environnement (Déchets),
- Article L.571-1 à L.572-11 du Code de l'Environnement (Prévention de la nuisance sonore).

D'autres textes viennent compléter ces dispositions :

- Articles L.510-1 à L.546-7 (Archéologie), L.621-1 à L.623-1 (Monuments historiques) du Code du Patrimoine, L.630-1 à L.633-1 (Sites Patrimoniaux remarquables),
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône Méditerranée 2022-2027, adopté le 18 mars 2022.

#### 3.1. Air

Les **articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement** fixent les dispositions nécessaires afin d'éviter toutes pollutions atmosphériques. L'**article L.220-2** définit la pollution atmosphérique comme étant « *l'introduction par l'homme directement ou indirectement, dans l'atmosphère et les espaces clos, de substances ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, et à provoquer des nuisances olfactives excessives* ».

Ainsi, l'interdiction de brûlage en plein air des ordures ménagères ou assimilées est rappelée par la **circulaire du 9 août 1978**.

Le brûlage sauvage des déchets des entreprises constitue une infraction selon l'**article L.173-1 du Code de l'Environnement** (en cas d'absence d'autorisation d'incinération de déchets au titre des ICPE).

#### 3.2. Bruit

Les **articles L.571-1 à L.571-26 du Code de l'Environnement** relatifs à la lutte contre le bruit et les **articles R.571-44 à R.571-52** relatifs à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres fixent les dispositions relatives à la prévention des nuisances sonores liées aux chantiers.

Plus précisément, l'**article R.571-50 du Code de l'Environnement** impose au maître d'ouvrage de fournir au public, aux Préfets et aux Mairies concernés par le chantier, des informations concernant la nature et la durée prévisible des travaux, ainsi que les nuisances sonores attendues, et les actions menées pour limiter ces nuisances.

Les **articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'Environnement** déterminent les caractéristiques acoustiques et les valeurs admissibles d'émissions ainsi que les normes d'homologation et de contrôle. Les **articles R.571-94 et R.571-95 du Code de l'Environnement** précisent les sanctions encourues pour le non-respect des articles précédents.

Les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier sont fixées par l'**arrêté du 12 mai 1997**.

L'**arrêté du 22 mai 2006** modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments fixe les limites des émissions sonores à ne pas dépasser pour les engins de chantier. Cet arrêté abroge l'arrêté du 12 mai 1997, qui reste toutefois applicable pour les matériels en service.

Les **articles R.1337-6 à R.1337-10-2 du Code de la Santé Publique** relatifs aux bruits de voisinage traitent des sanctions encourues par les entreprises en cas de non-respect des prescriptions définies par les articles précédents.

Les maires peuvent, par arrêté municipal, réglementer la prévention des nuisances sonores liées au chantier.

### 3.3. Déchets

Les **articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement** énoncent les modalités d'une gestion rationnelle des déchets.

Au titre de la **circulaire du 28 avril 1998**, depuis juillet 2002 « *ne seront autorisés en décharge que les déchets ultimes* », c'est-à-dire les déchets qui ne sont plus susceptibles d'être recyclés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment.

La gestion des déchets de chantier devra être en accord avec les objectifs fixés par la **circulaire interministérielle du 15 février 2000**.

La « **nomenclature des déchets** » est une codification réglementaire établie au niveau européen qui permet d'identifier chaque type de déchet par un code à six chiffres faisant référence au secteur de production du déchet. Les déchets dangereux sont signalés par une étoile après le code. Ces déchets, classés dangereux, nécessitent des conditions d'élimination particulières.

La nomenclature des déchets est la référence en termes de classification des déchets. Le code du déchet issu de cette nomenclature est nécessaire dans tous les documents officiels de gestion de ce déchet.

Les déchets contenant de l'amiante font l'objet d'une réglementation particulière dictée par la **circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996** relative aux déchets de flocage et calorifugeage avec amiante et la **circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997** relative aux déchets d'amiante ciment.

Les **articles R.541-42 à R.541-48 du Code de l'Environnement** relatifs au traitement des déchets imposent l'émission d'un bordereau en cas de production, de collecte, de reconditionnement ou de transformation de déchets dangereux. Les formulaires de ces bordereaux de suivi sont fixés par l'**arrêté du 29 juillet 2005** pour les déchets dangereux et par l'**arrêté du 16 février 2006** pour les déchets dangereux contenant de l'amiante.

Le **décret n°2021-321 du 25 mars 2021** relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments renforce le dispositif de traçabilité de certains déchets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

- Concernant les terres excavées et sédiments, le Ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « Registre national des terres excavées et sédiments ». Les producteurs de terres excavées et sédiments d'un volume supérieur ou égal à 500 m<sup>3</sup> seront tenus de transmettre par voie électronique les données constitutives du registre déchets qu'ils tiennent, au plus tard le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement des terres excavées et des sédiments.
- Concernant le bordereau de suivi des déchets dangereux : ce bordereau est dématérialisé, et le Ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « Système de gestion des bordereaux de suivi de déchets », qui devra être alimentée par les informations transmises par les personnes tenues à l'émission de ce bordereau.

### 3.4. Eau

Les **articles L.210-1 à L.216-13 du Code de l'Environnement** relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques ont pour objectif une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. En effet, ils visent à assurer :

- la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides,
- la protection des eaux et la lutte contre toute pollution,

- La restauration de la qualité des eaux et leur régénération,
- Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau,
- La valorisation de l'eau comme ressource économique, notamment pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource,
- La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

La **Directive Cadre sur l'eau n°2000/60/CE** relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution est transposée en droit français par les **articles L.210-1, L.212-1 et L.212-2, L.212-6 du Code de l'Environnement** établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Le SDAGE 2022-2027, élaboré par le Comité de Bassin Rhône Méditerranée, a été adopté le 18 novembre 2022. Il s'appuie sur 8 orientations fondamentales :

- OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique,
- OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité,
- OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques,
- OF 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau,
- OF 4 : Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux,
- OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé,
- OF 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides,
- OF 7 : Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir,
- OF 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Ce document de planification s'articule autour de 3 sujets majeurs :

- La gestion équilibrée de l'eau dans le contexte du changement climatique,
- La lutte contre les pollutions par les substances dangereuses,
- La restauration physique des cours d'eau et la réduction de l'aléa inondation.

### 3.5. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Les **articles L.511-1 à L.517-2 du Code de l'Environnement** relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) fixent les dispositions générales.

Dans le cas où la nature des travaux nécessiterait l'utilisation d'une ICPE telle que les centrales d'enrobés, il sera nécessaire de veiller à la conformité de cette installation.

Les **arrêtés-types** relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant des différents régimes et rubriques la nomenclature ICPE fixent les conditions d'exploitation de ces installations, et notamment les éventuelles conditions de prélèvements et de consommation d'eau, ainsi que les normes d'émissions de toutes natures.

### 3.6. Protection de la nature

L'**article L.110-1 du Code de l'Environnement** fait état de plusieurs principes dont :

- Celui de précaution,
- Celui d'action préventive et de correction,

- Celui du pollueur-payeur.

Les **articles L.300-1 à L.438-2 du Code de l'Environnement** relatifs aux espaces naturels, à la faune et à la flore fixent les règles à suivre pour assurer la protection de la nature. Cette loi vise à protéger les espèces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales.

Plus précisément, la protection de la faune et de la flore est assurée par les **articles L.411-1 à L.415-8 du Code de l'Environnement**.

L'**article L.411-2 du Code de l'Environnement** détermine les conditions dans lesquelles sont fixées les listes d'espèces ainsi protégées, la durée des interdictions, l'étendue du territoire sur lequel elles s'appliquent.

### 3.7. Protection du patrimoine

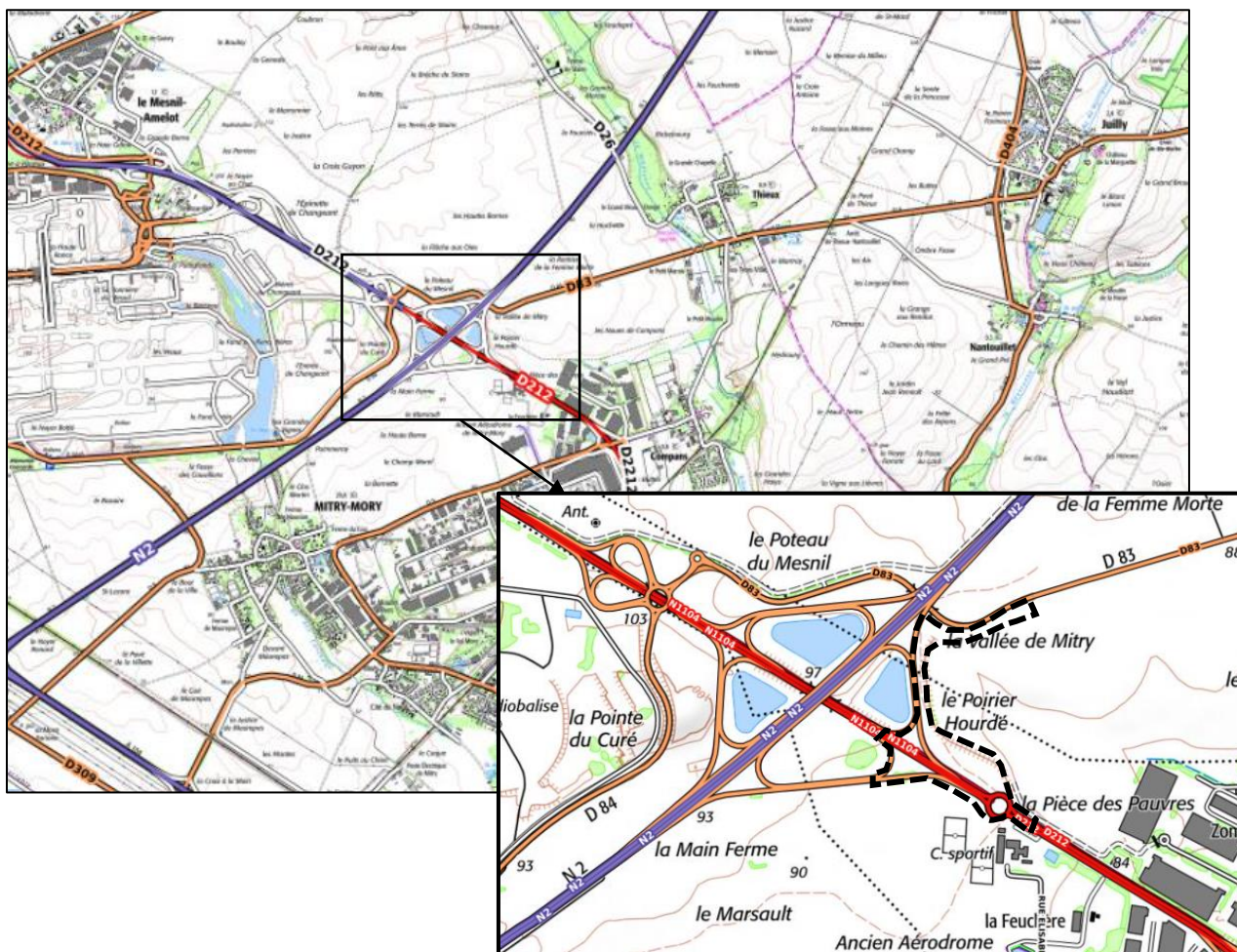
Concernant le patrimoine archéologique, les **articles L.531-14 à 19 du Code du Patrimoine** imposent la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique, de quelque ordre qu'elle soit (structure, vestige, monnaie...), auprès des autorités compétentes (à savoir le Service Régional de l'Archéologie, directement ou indirectement par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture). Les vestiges ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

Les **articles L.544-1 du Code du Patrimoine** et l'**article 322-2 du Code Pénal** définissent les peines auxquelles s'exposent les contrevenants.

En ce qui concerne le patrimoine paléontologique, l'**article L.415-3 du Code de l'Environnement** définit les peines encourues pour la destruction de sites d'intérêt géologique, notamment les cavités souterraines naturelles ou artificielles, ainsi que de prélever, détruire ou dégrader des fossiles, minéraux et concrétions présents sur ces sites.

#### 4. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Le projet se situe sur la commune de Compans, dans le département de la Seine-et-Marne, en région Ile-de-France. Il concerne des travaux sur la RD 212 et les échangeurs la reliant à la RN 2.



Localisation du projet



Vue en plan du projet  
(Source : DRIEAT IF)



## 4.1. Milieu physique

### 4.1.1. Géologie, hydrogéologie et hydrologie

#### 4.1.1.1 Géologie

La couche géologique identifiée au droit du site du projet est : LP Limons des plateaux.

#### 4.1.1.2. Hydrogéologie

La zone d'étude se trouve au droit de la masse d'eau souterraine affleurante FRHG104 « Eocène du Valois ».

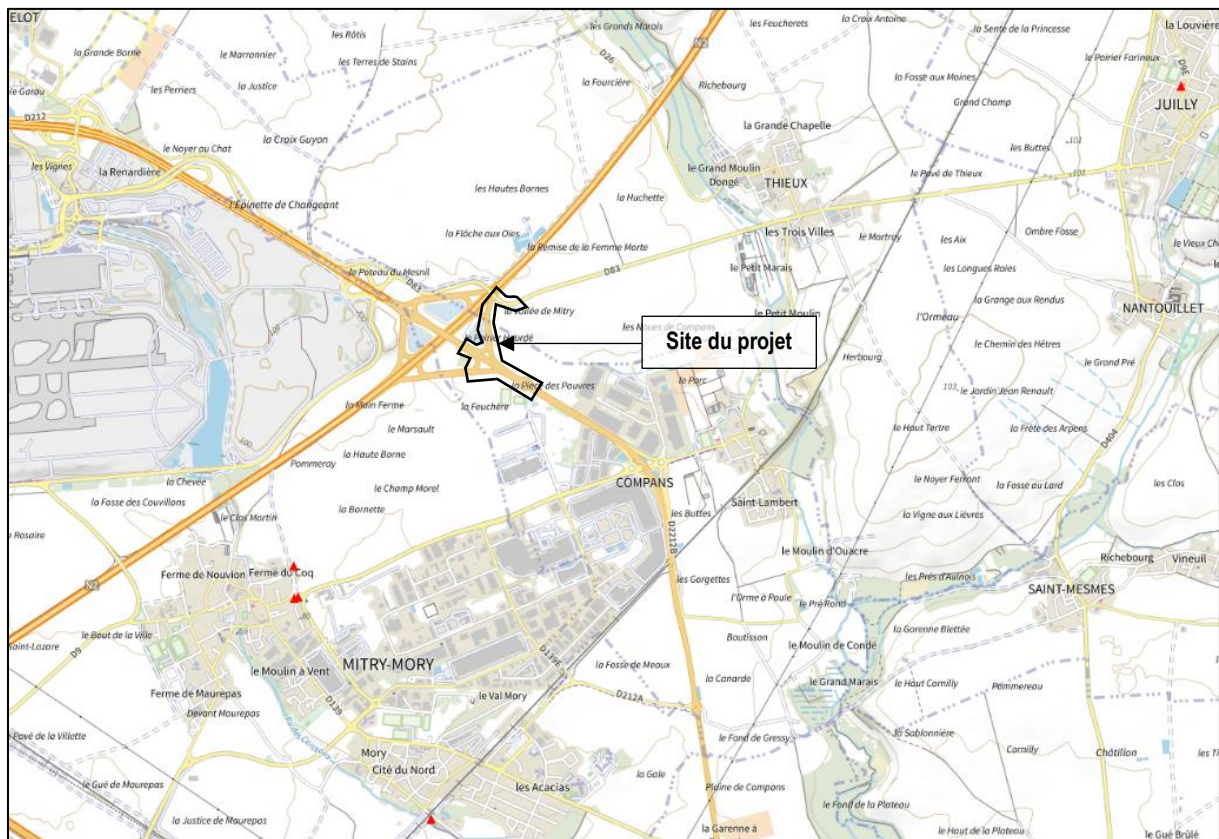
Selon les données du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027, cette masse d'eau souterraine présentait un état chimique médiocre. Le paramètre de déclassement est les pesticides. L'état quantitatif de la masse d'eau est jugé bon.

L'objectif inscrit dans le SDAGE 2022-2027 est l'atteinte du bon état chimique et le maintien du bon état quantitatif.

#### Alimentation en Eau Potable (AEP) :

Aucun périmètre de protection d'un captage AEP n'est identifié au droit ou à proximité du site du projet.

Des captages AEP sont situés à proximité. Le plus proche est localisé à environ 2 km.



Localisation du captage d'alimentation en eau potable situés à proximité du projet  
(Source : Atlasanté, avril 2024)

#### 4.1.1.3. Hydrologie

L'aire d'étude s'inscrit dans le bassin versant de la Biberonne, qui prend sa source à Moussy-le-Neuf et parcourt environ 12 km avant de rejoindre la Beuvronne, affluent de la Marne, sur la commune de Compans.



Deuxième affluent du Rhône pour la longueur et troisième pour le débit, son bassin versant représente une superficie d'environ 14 280 km<sup>2</sup> et s'étend principalement sur 5 départements.  
La Durance est une rivière alpine en pays méditerranéen.

Aucune masse d'eau superficielle n'est située au droit du site du projet.  
La masse d'eau FRHR152-F6612000 « La Biberonne » est située à environ 1,7 km à l'est du projet.  
Selon les données du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027, ces masses d'eau présentaient en 2021 un état écologique et un état chimique (avec sans ubiquistes) jugés mauvais.

L'état écologique et l'état chimique avec ubiquistes de la masse d'eau FRHR152-F6612000 font l'objet d'un objectif moins strict. En ce qui concerne l'état chimique sans ubiquistes, l'objectif concerne un maintien en bon état de la qualité de l'eau.

#### **4.1.2. Documents de planification liés à l'eau**

##### **4.1.2.1. SDAGE Seine-Normandie**

La directive européenne cadre sur l'eau 2000/60/CE, adoptée le 23/10/2000, établit un cadre pour une politique globale communautaire dans le domaine de l'eau. Sa mise en œuvre s'effectue selon des cycles successifs de 6 ans.  
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), institué initialement par la loi sur l'eau de 1992, est l'outil de planification des grands bassins hydrographiques, visant l'atteinte du bon état des eaux et fixant notamment comme objectif, la non-dégradation des milieux aquatiques.

Le projet n'est pas directement situé au droit d'une masse d'eau superficielle.

##### **4.1.2.2. SAGE**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) est un outil de planification institué par la loi sur l'eau de 1992 et concernant un bassin hydrographique cohérent.  
Visé par les articles L.212-3 et suivants et R.212-26 du Code de l'environnement, il fixe des objectifs de gestion durable des milieux aquatiques, de gestion des inondations et de la ressource en eau, de lutte contre les pollutions et de préservation des milieux naturels.

Le projet est concerné par le SAGE Marne et Breuvonne, actuellement en cours d'élaboration. Le périmètre du SAGE a été fixé par arrêté inter-préfectoral n°2022/DDT/SEPR/208 en date du 30 novembre 2022.

##### **4.1.2.3. Contrat de milieu**

Le projet n'est situé par aucun contrat de milieu.

#### **4.2. Milieu biologique et patrimonial**

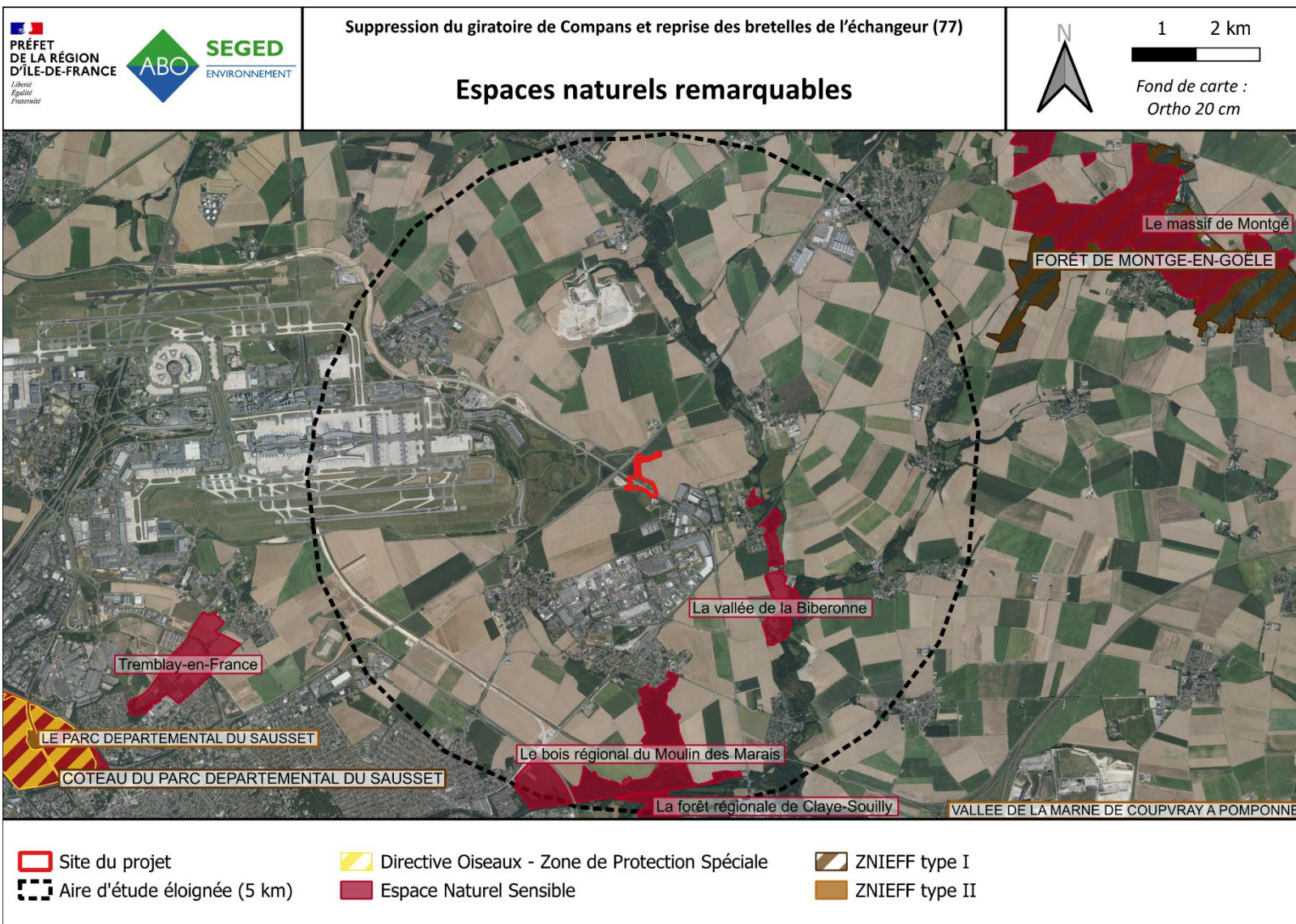
##### **4.2.1. *Espaces remarquables***

Aucun espace naturel remarquable n'est situé au droit du site du projet. Seuls deux espaces naturels sensibles sont localisés dans l'aire d'étude éloignée (5 km) du projet :

Dénomination	Distance du projet par rapport
<b>Espaces naturels sensibles</b>	
ENS « La Vallée de la Biberonne » (FR4701594)	1,4 km
ENS « Le bois régional du Moulin des Marais » (FR4701683)	2,8 km

***Espaces naturels sensibles identifiés dans l'aire d'étude éloignée (5 km) du projet***

Ils sont localisés sur les cartes suivantes.



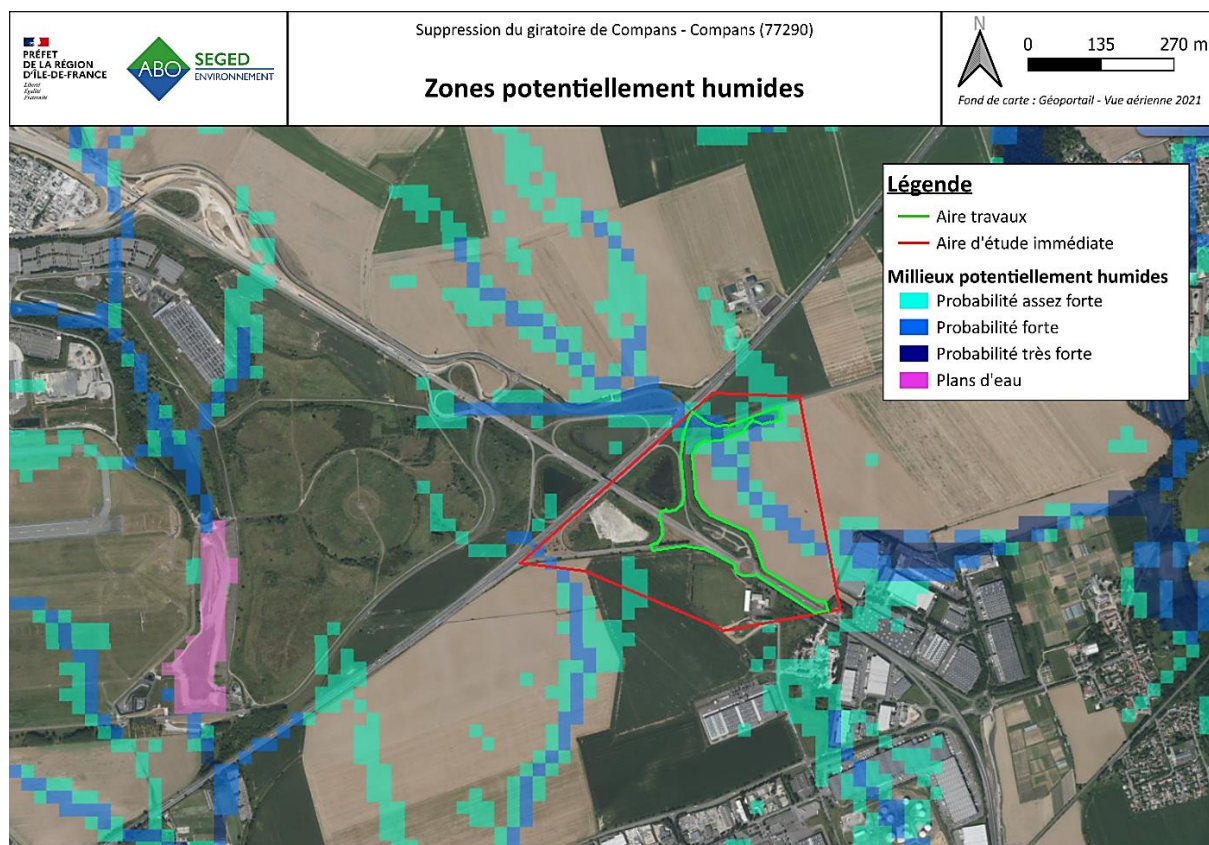
Espaces naturels remarquables situés dans l'aire d'étude élargie du projet



#### 4.2.2. Zones humides

Le Réseau Partenarial des Données sur les Zones humides (RPDZH) permet de prendre connaissance des données cartographiques mises à disposition par les partenaires du réseau.

Selon le RPDZH, le site semble donc présenter une potentialité de zone humide, au niveau du nord de la zone concernée par les travaux, ainsi que le champ à proximité directe à l'est.



Zones potentiellement humides au droit de la zone du projet

#### 4.2.3. Etat initial floristique et faunistique

Des inventaires ont été réalisés par le bureau d'étude SEGED entre le 20 novembre 2024 et le 13 juin 2025.

Les résultats des prospections sont présentés aux paragraphes suivants. Le rapport de diagnostic figure en annexe de la NRE.

##### ➤ Habitats

Différents types d'habitats ont été observés au sein du site d'étude :

- **Lacs, étangs et mares eutrophes permanents** : Un des îlots composant l'échangeur est occupé par un bassin d'une surface de 1.2ha, avec une fine bande de phragmitaie en contour. Ce bassin, bien qu'il n'ait pas d'enjeu écologique majeur en temps qu'habitat, accueille une faune aquatique diverse (Invertébrés aquatiques, amphibiens, avifaune en halte ou en alimentation), et joue un rôle dans les aspects de trame bleue.
- **Prairies améliorées sèches ou humides** : Cet habitat correspond à des prairies permanentes fortement anthropisées, issues de pratiques agricoles intensives telles que le réensemencement en graminées fourragères, l'apport massif d'engrais, et parfois l'utilisation d'herbicides sélectifs. Les sols sont généralement bien amendés, parfois drainés, ce qui permet l'exploitation de prairies même en zones initialement humides. Ces formations sont pauvres en biodiversité, tant floristique que faunistique, du fait de la dominance d'espèces semées et de l'homogénéisation du milieu.

- **Végétation herbacées anthropiques** : Cet habitat regroupe des formations herbacées pionnières, se développant sur des terrains profondément perturbés par des activités humaines, aujourd'hui en déprise ou laissés temporairement sans usage. Il s'agit de sols artificialisés, souvent remaniés, compactés ou enrichis en éléments minéraux ou organiques. La végétation présente un caractère rudéral marqué, dominée par des espèces annuelles ou vivaces pionnières, souvent nitrophiles, tolérantes aux sols pauvres, secs, pollués ou compactés.
- **Champs d'herbacées non graminoides des terrains en friche** : Cet habitat se développe sur les sols perturbés, pauvres ou enrichis, généralement secs à frais, dans les secteurs urbanisés ou périurbains où les constructions ou activités humaines ont récemment cessé. Il s'agit d'un habitat rudéral temporaire, en transition, fréquemment observé sur les friches urbaines, les parkings désaffectés, les trottoirs délaissés, les pieds de murs, les chantiers abandonnés ou les terrains vagues. La végétation y est dominée par des espèces pionnières annuelles ou vivaces, tolérantes aux perturbations mécaniques, aux sols compactés ou enrichis en azote.
- **Fourrés médio-européens** : Cet habitat correspond au premier stade de la recolonisation forestière suite à la déprise des habitats herbacés. Cet habitat prend différentes physionomies en fonction de son stade dynamique.
- **Formations riveraines d'arbustes invasifs** : Cet habitat est constitué d'une espèce unique : la Renouée du Japon (*Reynoutria Japonica*). Celle-ci forme une population monospécifique, détaillée dans la partie dédiée aux prospections des espèces invasives.
- **Petits bois anthropiques de feuillus caducifoliés** : Cet habitat est constitué d'espèces arborées variées (que l'on retrouve dans l'habitat G5.1 – Alignements d'arbres), et ne présente pas un enjeu en termes d'habitat, mais peut participer à la notion de trame verte (continuité écologique).
- **Friches, jachères ou terres arables récemment abandonnées / Jachères non inondées avec communautés rudérales annuelles** : Ces friches prennent, pour la majorité d'entre elles l'aspect d'une prairie de fauche dominée par les graminées.

L'ensemble de ces habitats est présenté au sein du tableau ci-dessous.

L'enjeu le plus important concerne le bassin, avec un enjeu local de conservation jugé modéré.

**Tableau 1 : Tableau des habitats observés lors des prospections**





















Code EUNIS	Code Corine	Libellé EUNIS	Surface occupée		Habitats potentiellement humides	Enjeu Local de Conservation
			ha	%		
C- Eaux de surface continentale						
C1.3	-	Lacs, étangs et mares eutrophes permanent	1.237	2.18	Aquatique	Modéré
E - Prairies ; terrains dominés par des herbacées non graminoides, des mousses ou des lichens						
E2.61	-	Prairies améliorées sèches ou humides	1.009	1.78	Potentiellement, pas de critère végétatif	Faible
E2.65	-	Pelouses de petites surfaces	0.082	0.14	Non	Faible
E5.1	-	Végétation herbacées anthropiques	8.476	14.92	Non	Faible
E5.15		Champs d'herbacées non graminoides des terrains en friche	0.032	0.06	Non	Faible
F - Landes, fourrés et toundras						
F3.11	31.81	Fourrés médio-européens	0.874	1.54	Non	Faible
F3.131	31.831	Ronciers	0.255	0.45	Non	Faible
F9.35		Formations riveraines d'arbustes invasifs	0.601	1.06	Non	Très faible
FA	-	Haies	0.006	0.01	Non	Faible

Code EUNIS	Code Corine	Libellé EUNIS	Surface occupée		Habitats potentiellement humides	Enjeu Local de Conservation
			ha	%		
G - Boisements, forêts et autres terrains boisés						
G5.1	84.1	Alignement d'arbres	0.3537	0.62	Non	Faible
G5.2		Petits bois anthropiques de feuillus caducifoliés	0.146	0.26	Non	Faible
H - Habitats continentaux sans végétation ou à végétation clairsemée						
H5.35	-	Graviers avec peu ou pas de végétation	2.430	4.28	Non	Nul
I - habitats agricoles, horticoles et domestiques régulièrement ou récemment cultivés						
I1.1	-	Monocultures intensives	28.774	50.67	Non	Très faible
I1.5		Friches, jachères ou terres arables récemment abandonnés	1.155	2.03	Non	Très faible
I1.52		Jachères non inondées avec communautés rudérales annuelles	1.527	2.69	Non	Très faible
J- Zones bâties, sites industriels et autres habitats artificiels						
J1.4		Sites industriels et commerciaux en activité des zones urbaines et périphériques	3.125	5.5	Non	Nul
J4.1	-	Sites routiers, ferroviaires et autres constructions désaffectées sur des surfaces dures	0.984	1.73	Non	Nul
J4.2	-	Réseaux routiers	5.310	9.35	Non	Nul
Complexes d'habitats						
E5.15 x F3.11		Champs d'herbacées non graminéoïdes des terrains en friche X Fourrés médio-européens sur sols riches	0.421	0.74	-	Faible
Zone non prospectée						
-	-	Zone non prospectée	5.542	-	-	Nul





### Légende

<span style="color: green;">—</span> Emprise travaux	 H5.35-Graviers avec peu ou pas de végétation
<span style="color: red;">—</span> Aire d'étude immédiate	 I1.1-Monocultures intensives
<b>Habitats selon la typologie EUNIS</b>	 I1.5-Friches, jachères ou terres arables récemment abandonnées
 C1.3-Lacs, étangs et mares eutrophes permanents	 I1.52-Jachères non inondées avec communautés rudérales annuelles
 E2.61-Prairies améliorées sèches ou humides	 J1.4-Sites industriels et commerciaux en activité des zones urbaines et périphériques
 E2.65-Pelouses de petite surface	 J4.1-Sites routiers, ferroviaires et autres constructions désaffectées sur des surfaces dures
 E5.1-Végétations herbacées anthropiques	 J4.2-Réseaux routiers
 E5.15-Champs d'herbacées non graminoides des terrains en friche	 E5.15 - Champs d'herbacées non graminoides des terrains en friche x F3.11 - Fourrés médio-européennes sur sols riches
 F3.11-Fourrés médio-européens sur sols riches	 Zones non inventoriées
 F3.131-Ronciers	
 F9.35-Formations riveraines d'arbustes invasifs	
 FA-Haies	
 G5.1-Alignements d'arbres	
 G5.2-Petits bois anthropiques de feuillus caducifoliés	

Habitats présents au droit du site du projet

### ➤ Flore patrimoniale

Les inventaires réalisés ont permis de dénombrer 77 espèces floristiques, dont 4 espèces présentant un enjeu significatif :



- La Phélipanche pourpre (*Phelipanche purpurea*), protégée au niveau régional et classée « en danger » sur la liste rouge régionale
- La Silène de Nuit (*Silene noctiflora*), et l'Anthémide des champs (*Anthemis arvensis*), considérées « en danger » sur la liste rouge régionale
- L'Epipactide des marais (*Epipactis palustris*) est considérée comme vulnérable sur cette même liste rouge régionale.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale	Directive Habitats	Dét. ZNIEFF	Espèce de Zone humide	Enjeu régional de conservation
<i>Silene noctiflora</i>	Silène de nuit, Compagnon de nuit	NT	EN				Oui		Fort
<i>Phelipanche purpurea</i>	Phélipanche pourpre, Orobanche pourprée	LC	EN		Protégée		Oui		Fort
<i>Anthemis arvensis</i>	Anthémide des champs, Anthémis des champs	LC	EN						Modéré
<i>Epipactis palustris</i>	Épipactide des marais, Épipactis des marais	NT	VU				Oui	ZH	Modéré



**Localisation des espèces végétales patrimoniales**

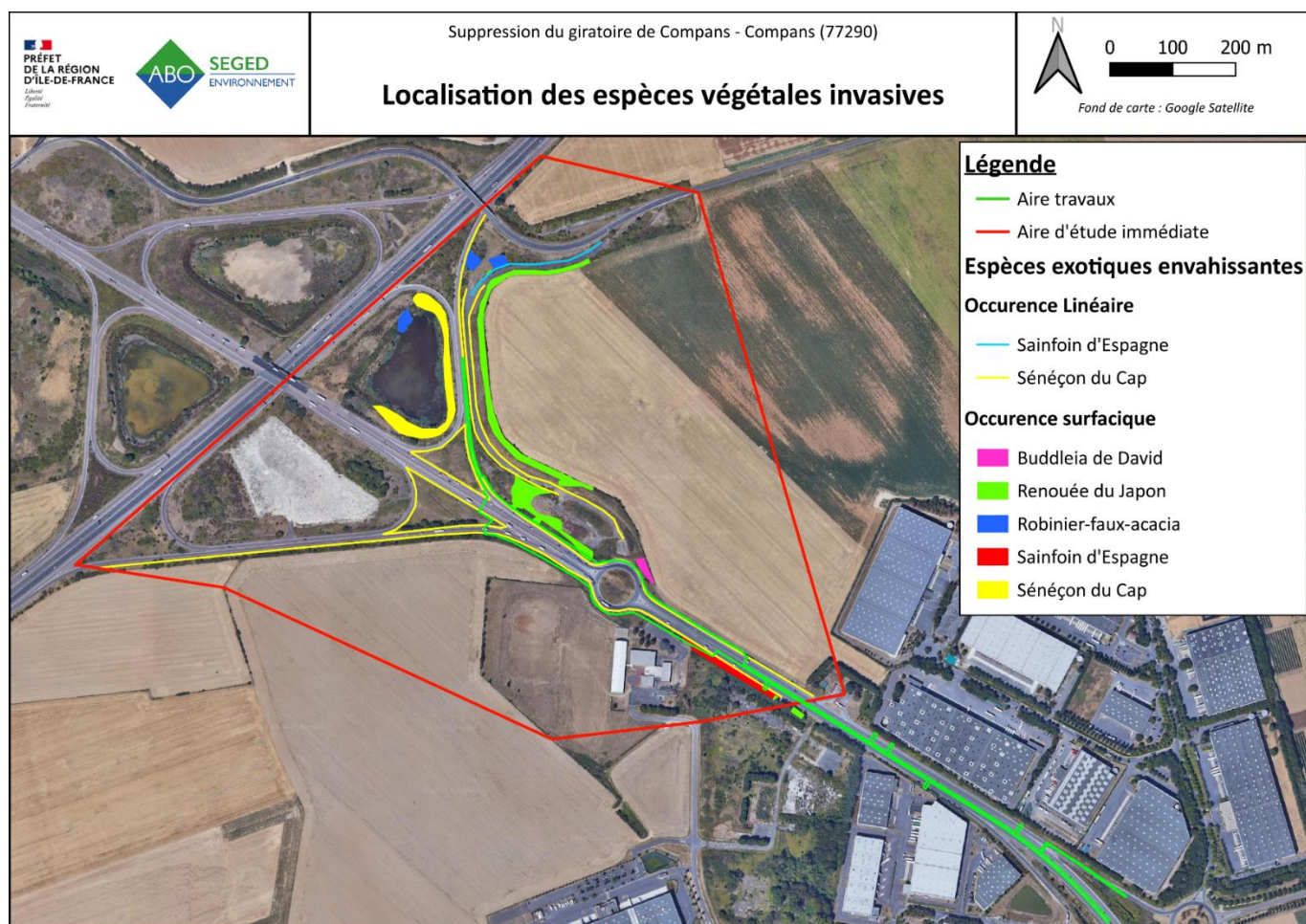
### ➤ Flore invasive :

Lors des inventaires, trois espèces exotiques envahissantes ont été relevées au sein de l'aire d'étude.

Le Buddleia de David (*Buddleja Davidii*) est l'espèce que l'on rencontre en plus grand nombre au sein de l'aire d'étude. Elle a été observée de manière éparse sur l'intégralité des pelouses xérophiles et zones de fourrés au Sud-Ouest de l'aire d'étude. Deux individus de cerisier tardif (*Prunus Serotina*) ont aussi été observé au sein de cette zone.

Enfin, le seul pied de vergerette du Canada (*Erigeron Canadensis*) observé est situé au niveau des bordures de champs, sur la zone d'extension.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Statut invasif
<i>Buddleia davidii</i>	Buddleia de David	PEE potentielle implantée
<i>Reynoutria Japonica</i>	Renouée du Japon	PEE avérée implantée
<i>Robinia Pseudacacia</i>	Robinier Faux-acacia	PEE avérée implantée
<i>Galega officinalis</i>	Sainfoin d'Espagne	PEE avérée implantée
<i>Senecio Inaequidens</i>	Sénéçon du Cap	PEE potentielle implantée



Localisation des espèces végétales invasives

### ➤ Oiseaux :

Les prospections ont permis d'identifier les enjeux suivants :



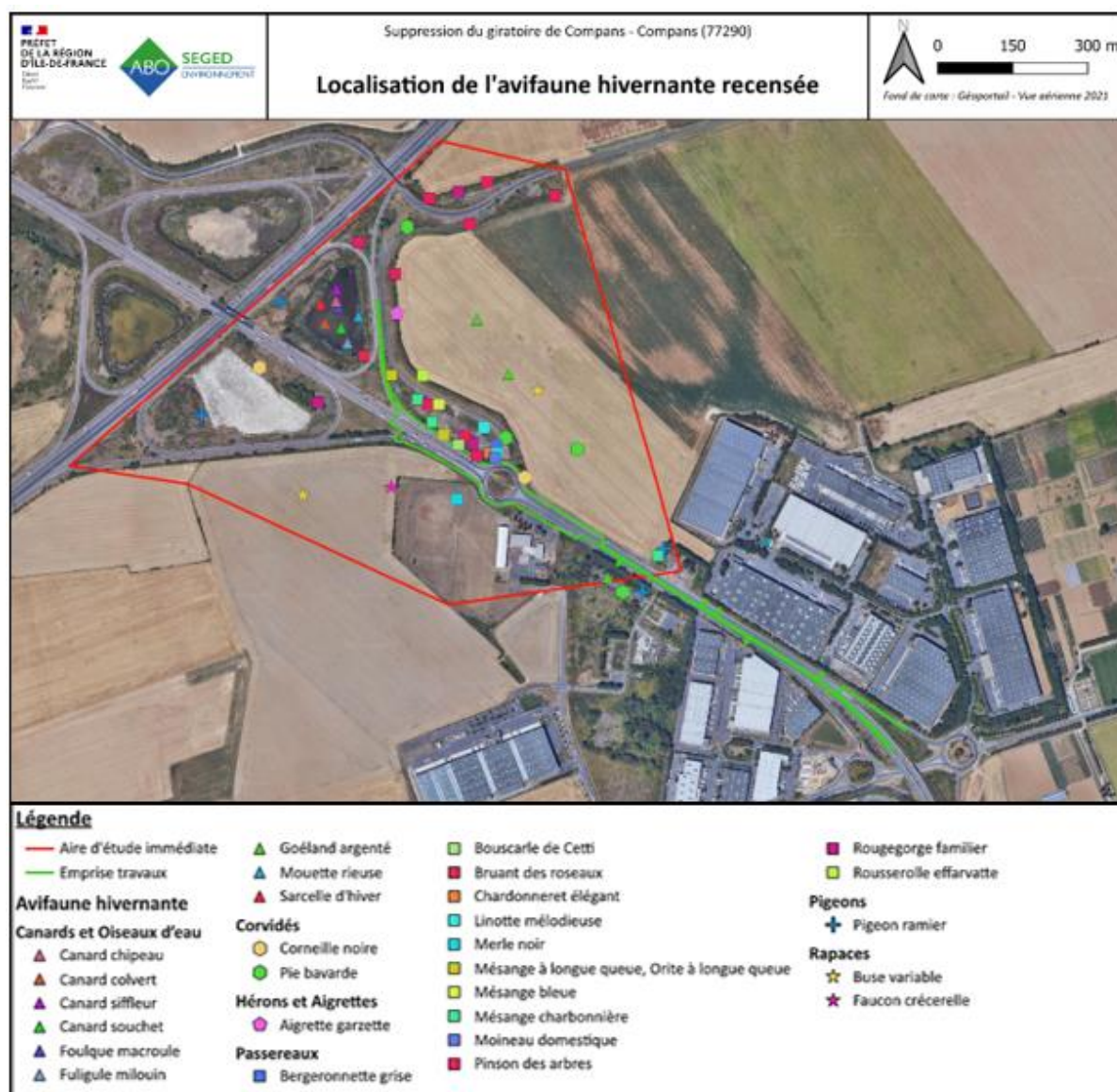
- **Avifaune hivernante** : au total, 28 espèces d'avifaune hivernante ont été contactées lors des prospections, dont 7 sont protégées. Huit espèces disposent d'un enjeu local de conservation jugé fort, et treize font état d'un enjeu modéré. Les espèces ont été majoritairement observées au niveau des haies.
- **Avifaune nicheuse** : un total de 33 espèces a été observé, dont 20 bénéficiant d'un statut de protection à l'échelle nationale.
- **Avifaune nocturne** : une seule espèce d'avifaune nocturne a été détectée lors des écoutes : la Chouette hulotte (*Strix aluco*), espèce protégée à l'échelle nationale.

Le tableau suivant présente les espèces à enjeu modéré à fort identifiées sur le site d'étude.

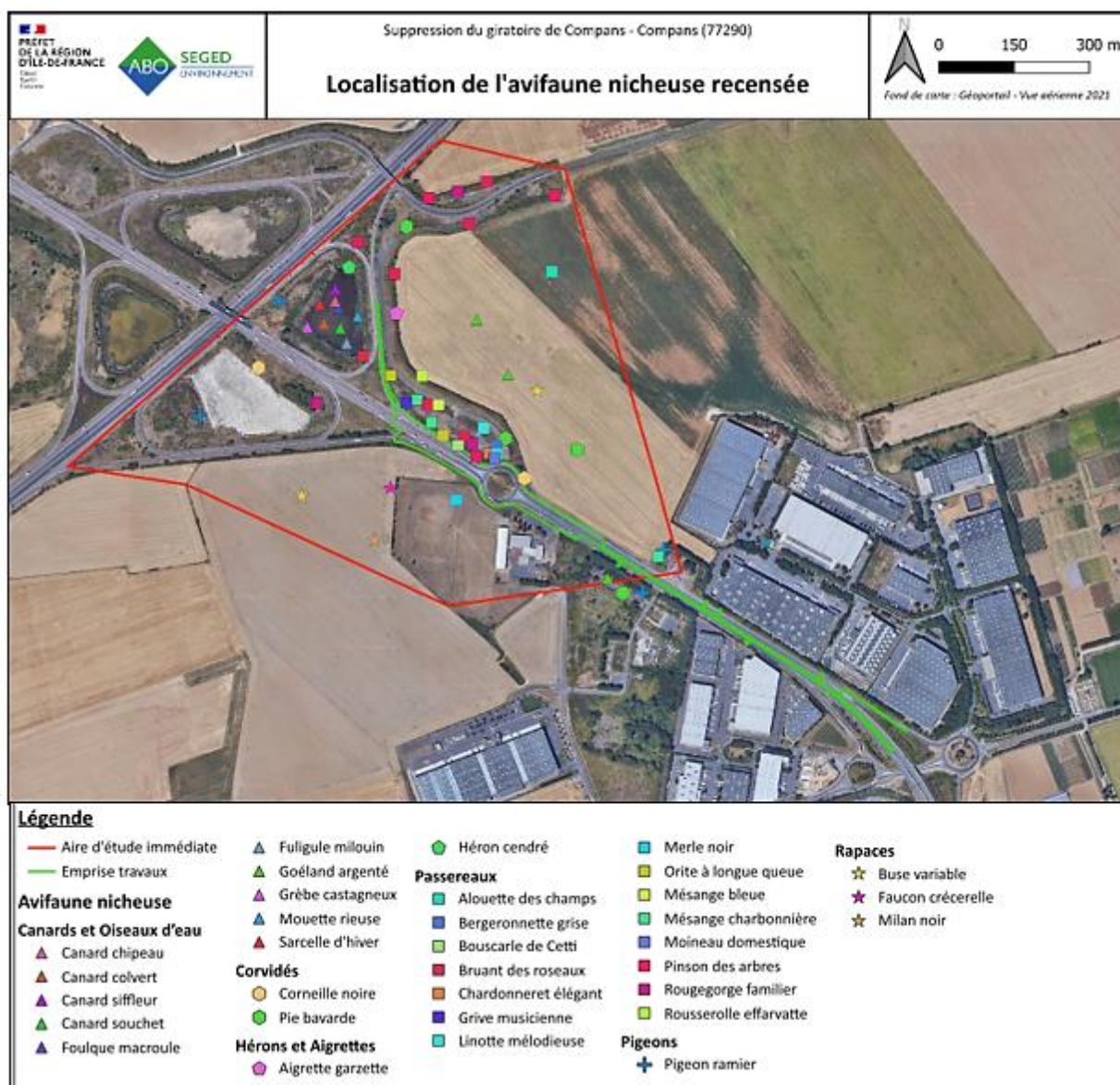
Il est à noter également que l'Œdicnème Criard est potentiel sur la zone d'étude (mais en dehors de la zone de travaux).

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Présence sur le site	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection nationale	Directive Oiseaux	Dét. ZNIEFF	Enjeu local de conservation
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	Hivernante, nicheuse	VU	CR	-	Annexes II.1 et III.2	Oui	Fort
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	Hivernante, nicheuse	VU	CR	-	Annexes II.1 et III.2	Oui	Fort
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant	Hivernante	VU	NT	Article 3	-	-	Fort
<i>Cettia cetti</i>	Bouscarle de Cetti	Hivernante, nicheuse	NT	VU	Article 3	-	Oui	Fort
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	Hivernante, nicheuse	LC	NA	Article 3	Annexe I	Oui	Fort
<i>Emberiza schoeniclus</i>	Bruant des roseaux	Hivernante, nicheuse	EN	EN	Article 3	-	-	Fort
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle	Hivernante, nicheuse	NT	NT	Article 3	-	-	Fort
<i>Linaria cannabina</i>	Linotte mélodieuse	Hivernante, nicheuse	VU	VU	Article 3	-	-	Fort
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	Nicheuse	LC	NT	Article 3	Annexe 1	Oui	Fort
<i>Acrocephalus scirpaceus</i>	Rousserolle effarvatte	Hivernante, nicheuse	LC	LC	Article 3	-	-	Modéré
<i>Aegithalos caudatus</i>	Mésange à longue queue	Hivernante, nicheuse	LC	NT	Article 3	-	-	Modéré
<i>Alauda arvensis</i>	Alouette des champs	Nicheuse	NT	VU	Article 3	Annexes II.1 et III.2	-	Modéré
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré	Nicheuse	LC	LC	Article 3	-	Oui	Modéré
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable	Hivernante, nicheuse	LC	LC	Article 3	-	-	Modéré
<i>Chroicocephalus ridibundus</i>	Mouette rieuse	Hivernante, nicheuse	NT	LC	Article 3	Annexe II.2	-	Modéré
<i>Cyanistes caeruleus</i>	Mésange bleue	Hivernante	LC	LC	Article 3	-	-	Modéré
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier	Hivernante, nicheuse	LC	LC	Article 3	-	-	Modéré
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	Hivernante, nicheuse	LC	LC	Article 3	-	-	Modéré
<i>Larus argentatus</i>	Goéland argenté	Hivernante, nicheuse,	NT	LC	Article 3	Annexe II.2	-	Modéré
<i>Mareca strepera</i>	Canard chipeau	Hivernante, nicheuse	LC	EN	-	Annexe II.1	Oui	Modéré
<i>Motacilla alba</i>	Bergeronnette grise	Hivernante	LC	NT	Article 3	-	-	Modéré
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	Hivernante	LC	LC	Article 3	-	-	Modéré
<i>Passer domesticus</i>	Moineau domestique	Hivernante, nicheuse	LC	VU	Article 3	-	-	Modéré
<i>Spatula clypeata</i>	Canard souchet	Hivernante, nicheuse	LC	CR	-	Annexes II.1 et III.2	Oui	Modéré

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Présence sur le site	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale	Protection nationale	Directive Oiseaux	Dét. ZNIEFF	Enjeu local de conservation
<i>Strix aluco</i>	Chouette Hulotte	Nocturne	LC	LC	Article 3	-	-	Modéré
<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux	Nicheuse	LC	NT	Article 3	-	-	Modéré

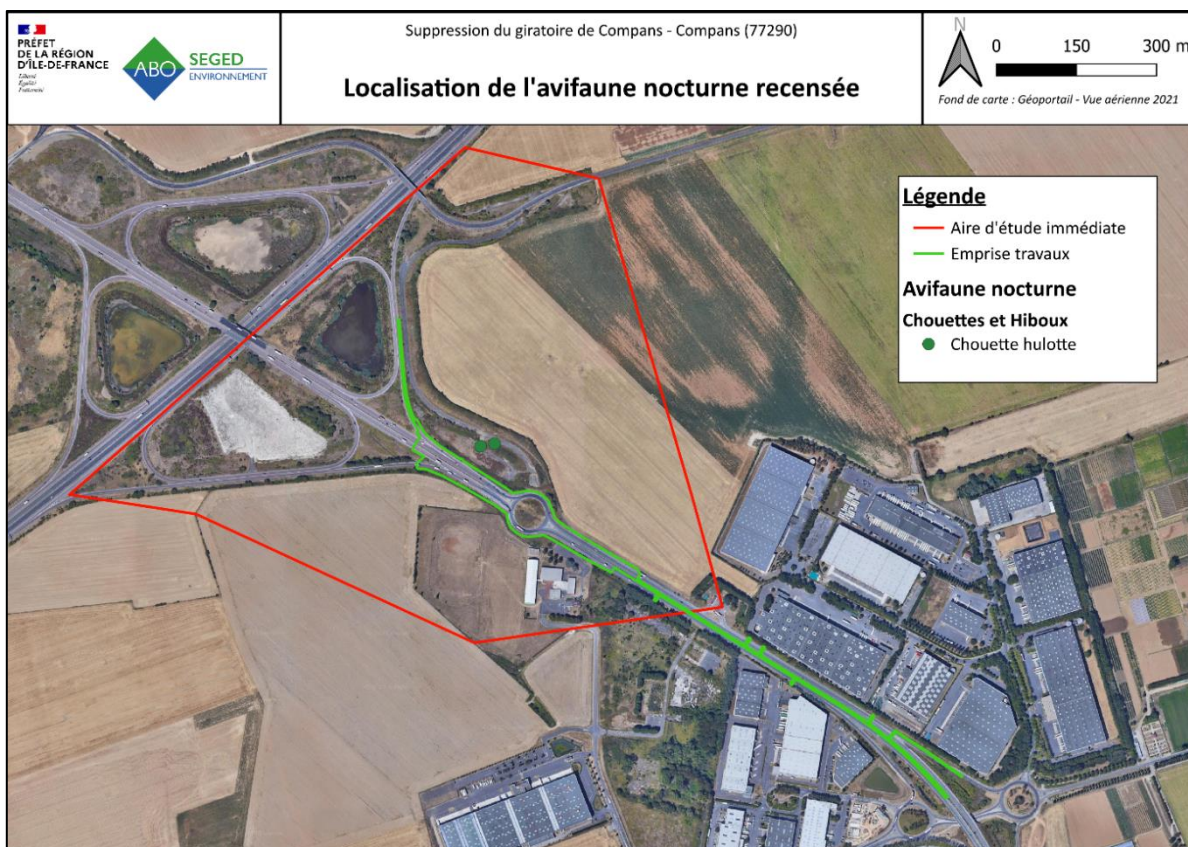


Localisation de l'avifaune hivernante recensée au sein de la zone d'étude

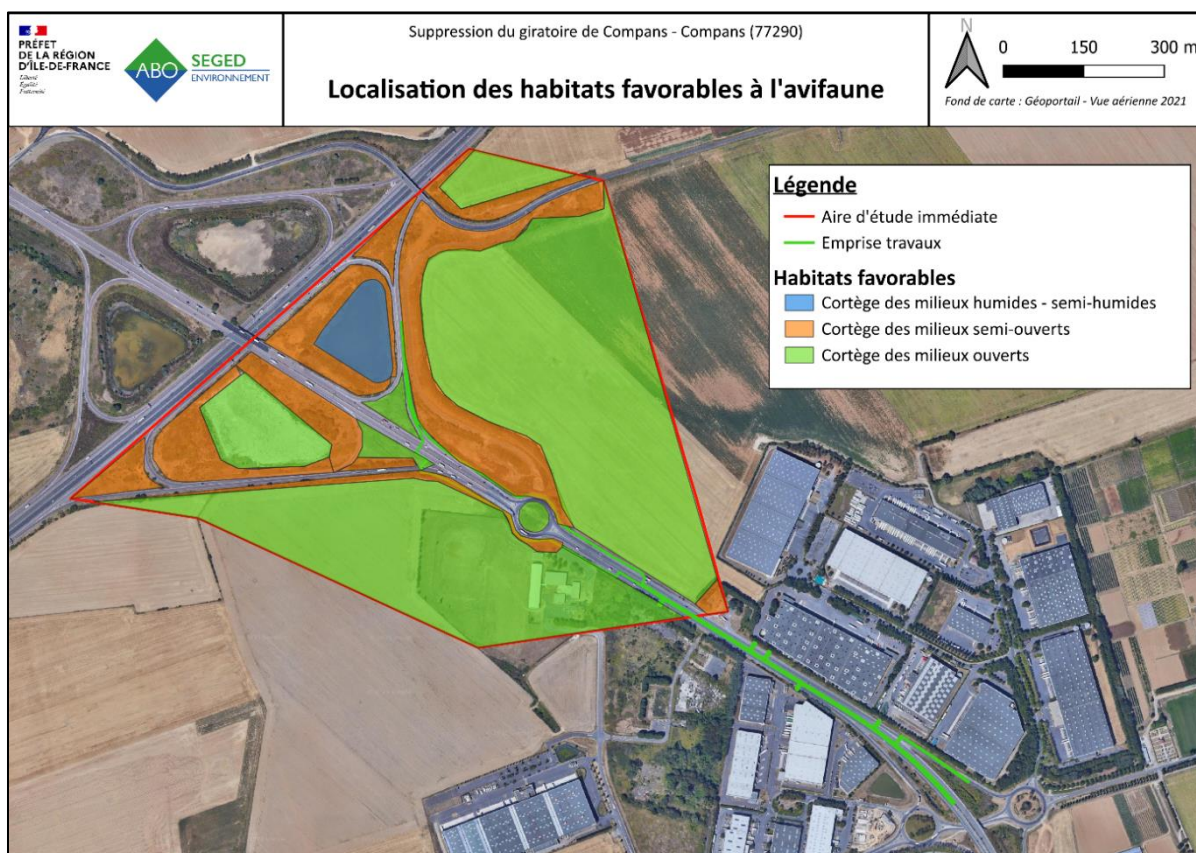


Localisation de l'avifaune nicheuse recensée au sein de la zone d'étude





**Localisation de l'avifaune nocturne recensée au sein de la zone d'étude**



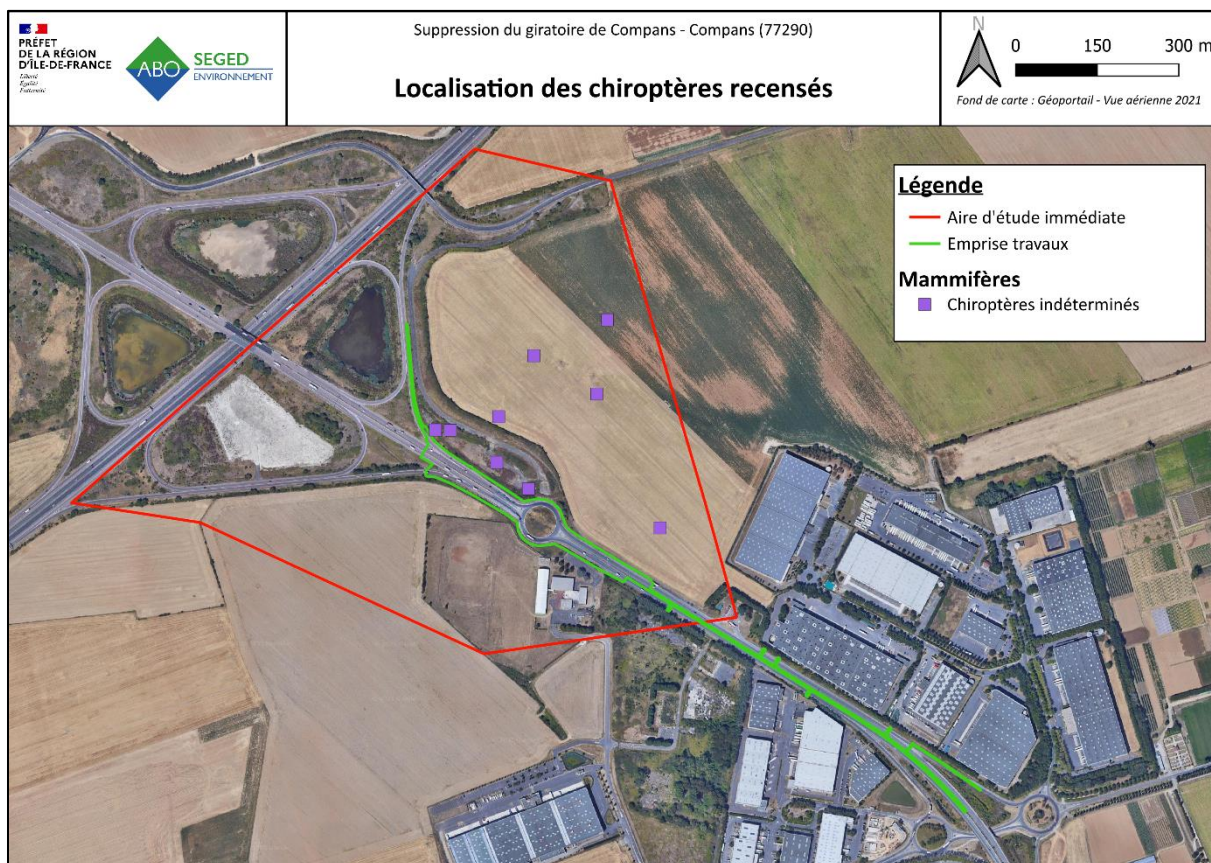
**Localisation des habitats favorables à l'avifaune recensés au sein de la zone d'étude**



### ➤ Chiroptères :

Lors des prospections, aucun arbre gîte favorable aux chiroptères n'a été recensé au sein de l'aire d'étude.

Deux sessions nocturnes ont permis la détection de 11 chauves-souris en vol, certaines étant observées en activité de chasse au sein de l'aire d'étude. Parmi les individus recensés, une espèce pourrait être identifiée comme la Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*).



**Localisation des chiroptères recensés au sein de la zone d'étude**

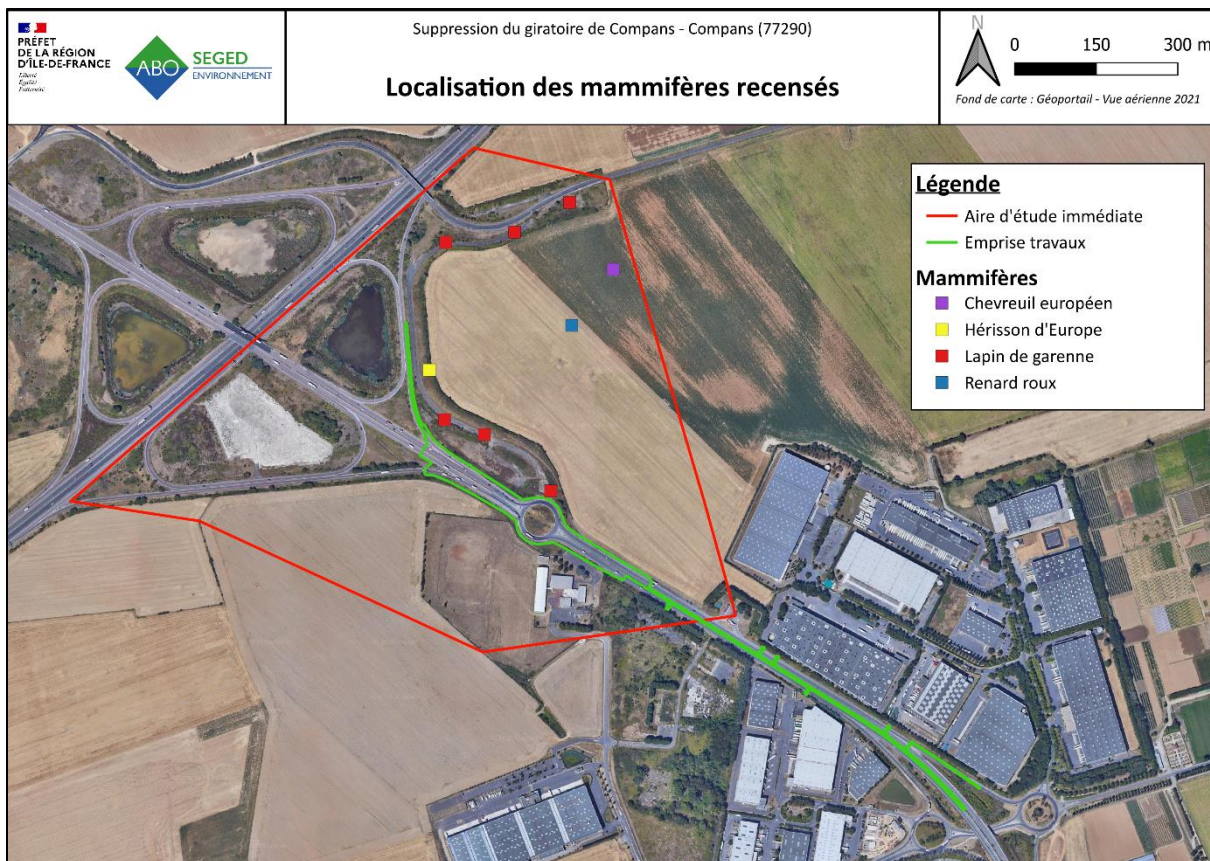
### ➤ Autres mammifères :

Quatre espèces de mammifères ont été recensés sur l'aire d'étude :

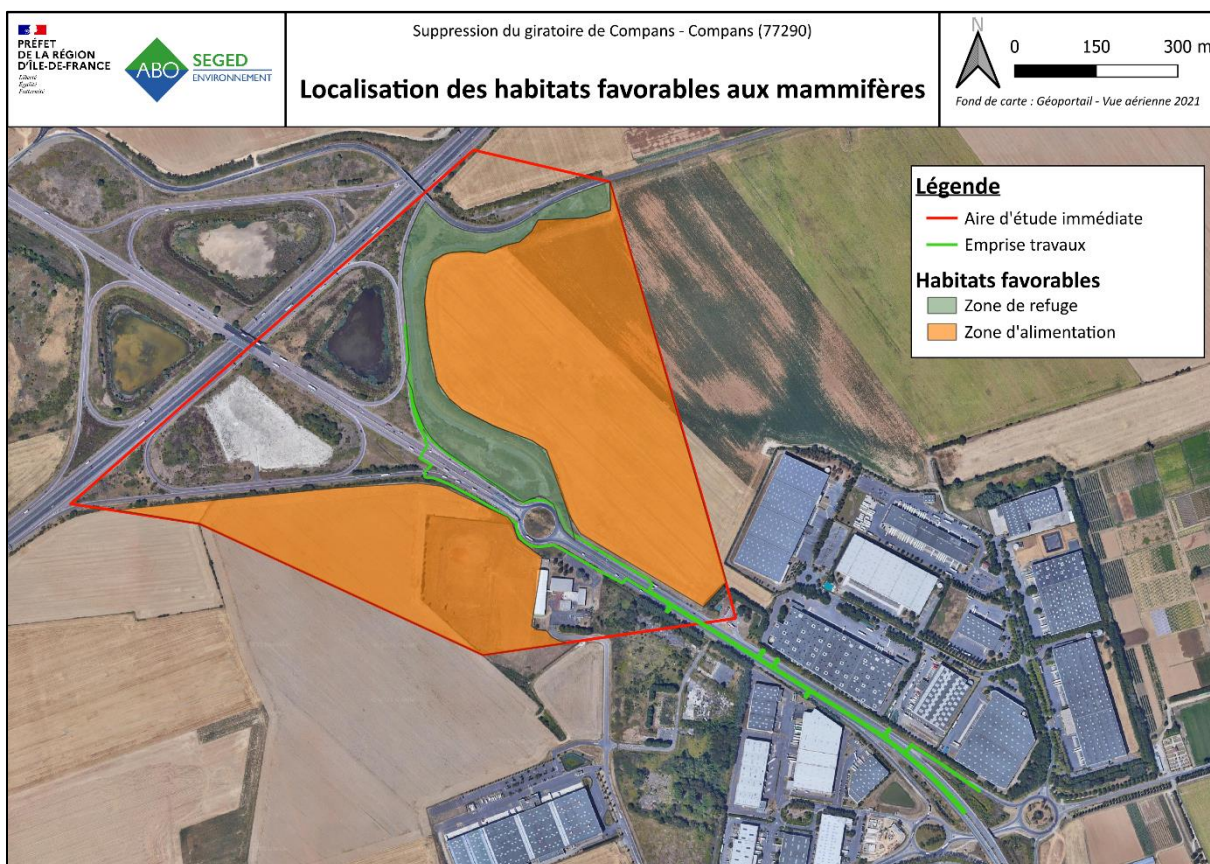
- Le Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*), espèce protégée au niveau national et présentant un enjeu local de conservation modéré ;
- Le Lapin de garenne (*Oryctolagus cuniculus*), espèce à enjeu faible bénéficiant d'un statut « quasi-menacé » au niveau national ;
- le Chevreuil européen (*Capreolus capreolus*) et le Renard roux (*Vulpes vulpes*), deux espèces communes à enjeu local très faible.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale (IDF)	Protection nationale	Enjeu local de conservation
<i>Erinaceus europaeus</i>	Hérisson d'Europe	LC	-	Article 2	Modéré
<i>Oryctolagus cuniculus</i>	Lapin de garenne	NT	-	-	Faible
<i>Capreolus capreolus</i>	Chevreuil européen	LC	-	-	Très faible
<i>Vulpes vulpes</i>	Renard roux	LC	-	-	Très faible





**Localisation des mammifères recensés au sein de la zone d'étude**



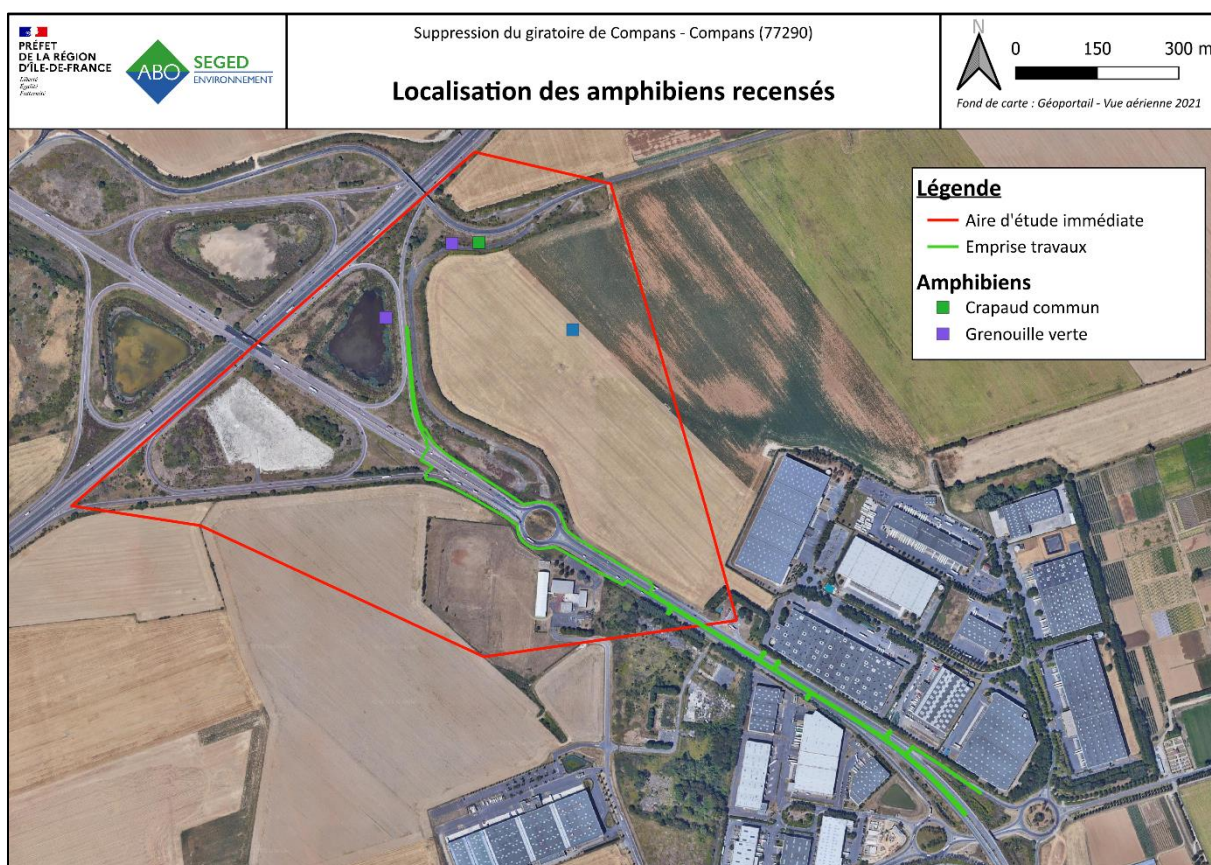
**Localisation des habitats favorables aux mammifères recensés au sein de la zone d'étude**



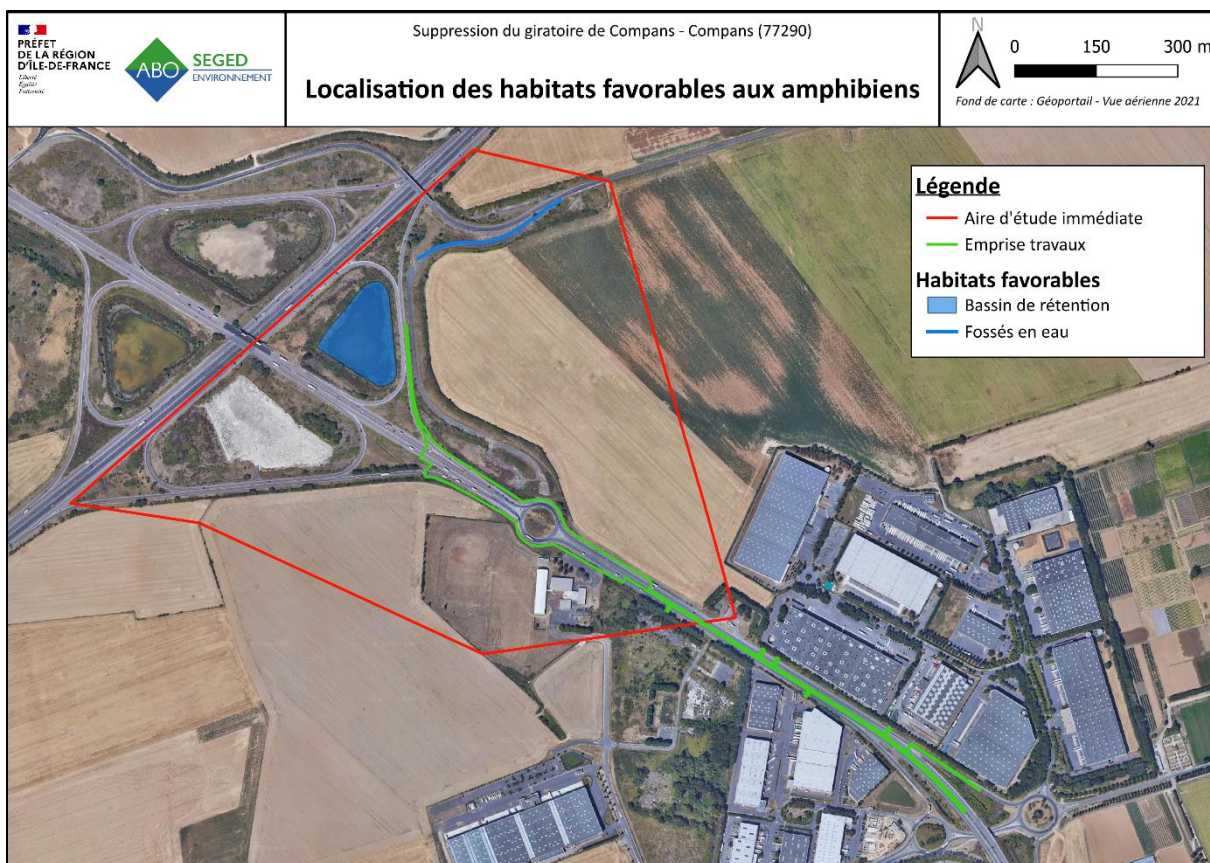
➤ **Amphibiens :**

Lors des écoutes nocturnes réalisées les 5 mars et 12 juin 2025, deux espèces d'amphibiens ont été recensées : le Crapaud commun (*Bufo bufo*) et la Grenouille verte (*Pelophylax kl. esculentus*), espèces protégées au niveau national mais relativement communes.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale (IDF)	Protection nationale	Directive Habitats	ZNIEFF	CNPN	Enjeu local de conservation
<i>Bufo bufo</i>	Crapaud commun	LC	LC	Article 3		-	-	Modéré
<i>Pelophylax kl. esculentus</i>	Grenouille verte	NT	NT	Article 4	Annexe V	-	-	Modéré



**Localisation des amphibiens recensés au sein de la zone d'étude**



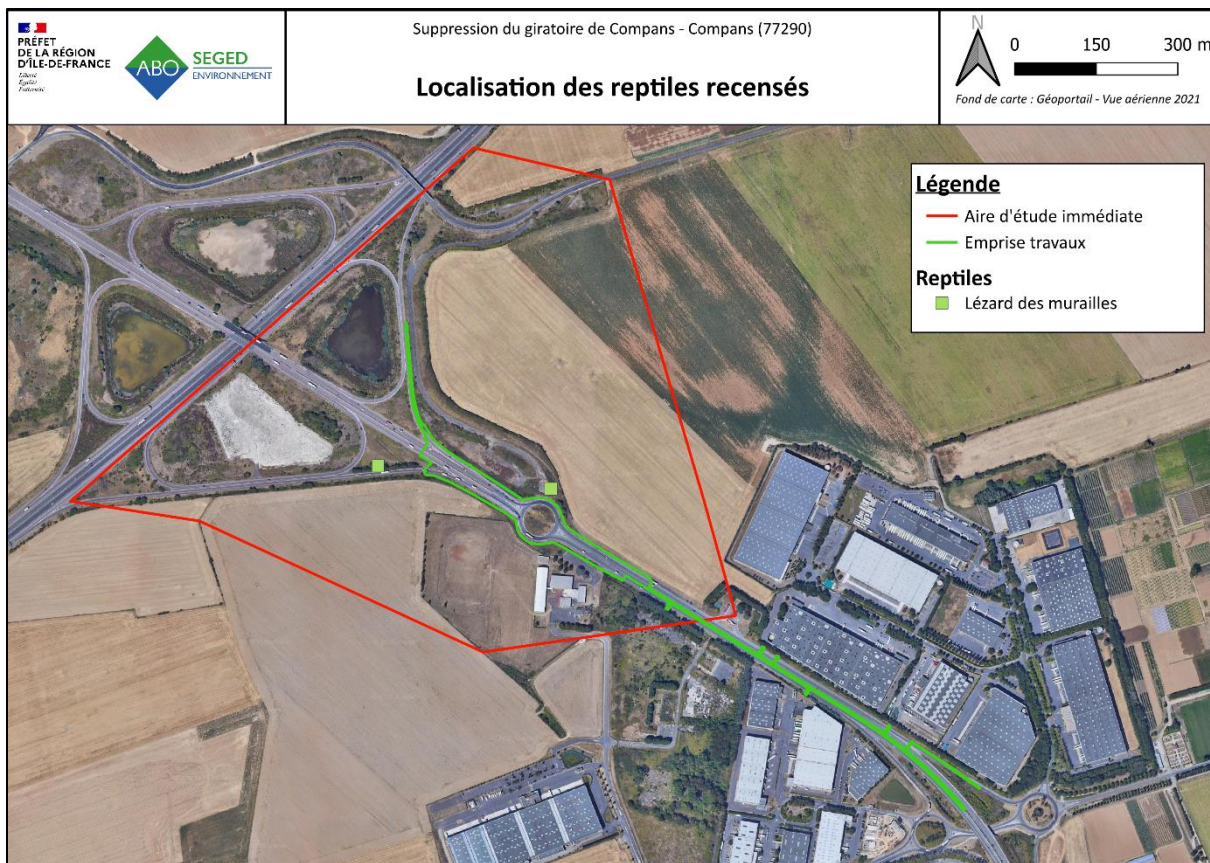
**Localisation des habitats favorables aux amphibiens recensés au sein de la zone d'étude**

➤ **Reptiles :**

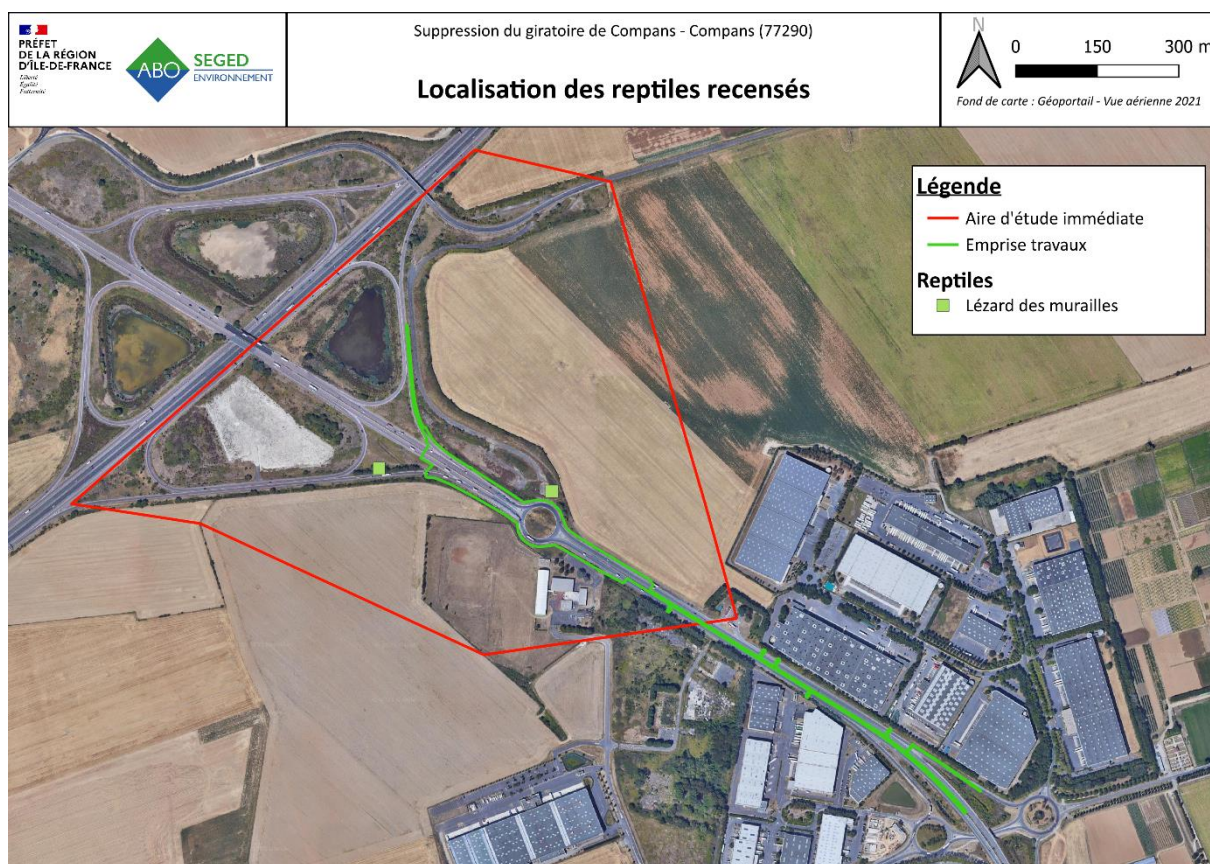
Une seule espèce de reptile a été recensée sur l'aire d'étude : le Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), bénéficiant d'un statut de protection au niveau national.

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale (IDF)	Protection nationale	Directive Habitats	Enjeu local de conservation
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	LC	LC	Article 2	Annexe IV	Fort





**Localisation des reptiles recensés au sein de la zone d'étude**



**Localisation des habitats favorables aux reptiles recensés au sein de la zone d'étude**

➤ **Insectes et autres arthropodes :**

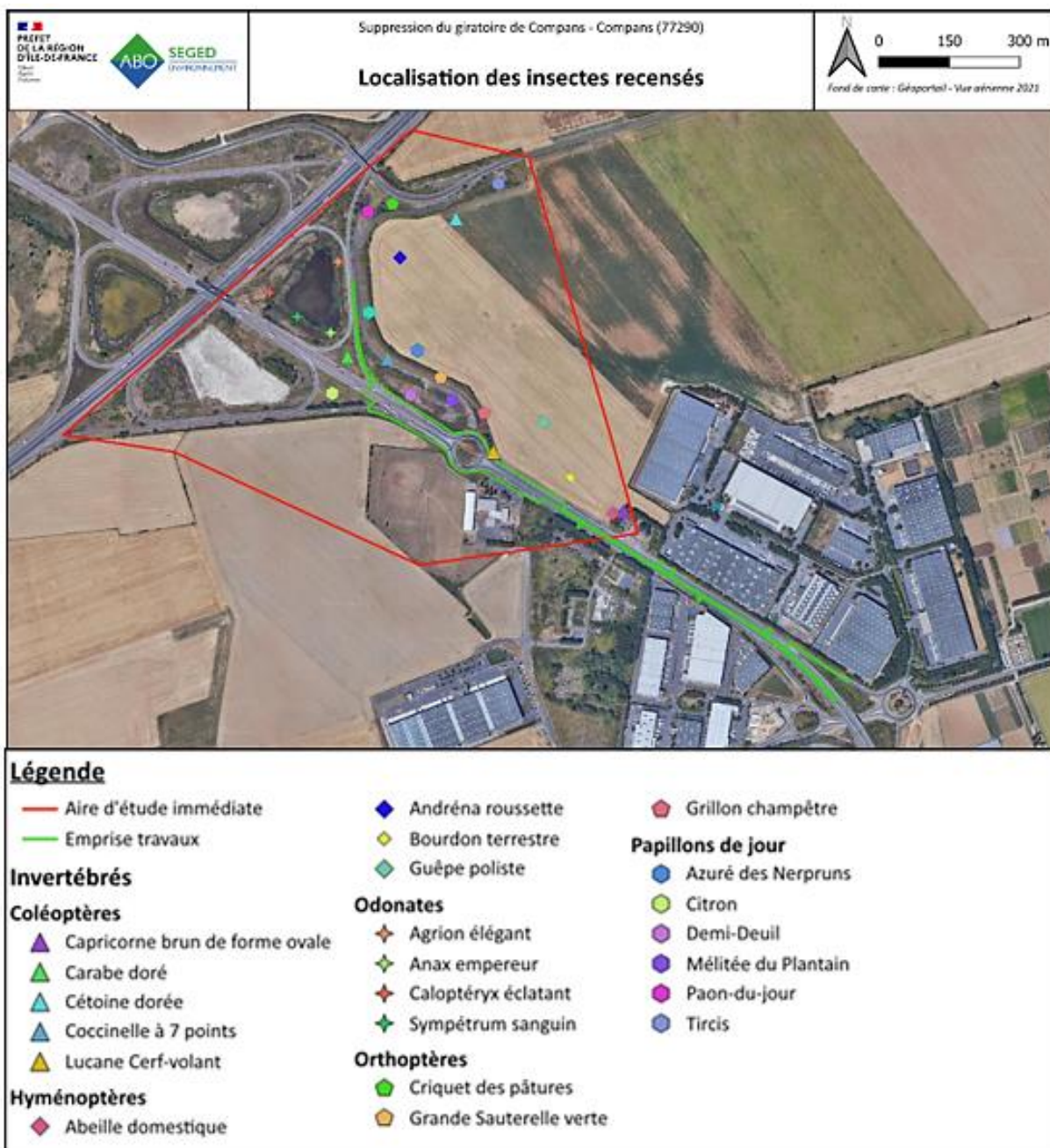
Au total, 22 espèces d'insectes et autres arthropodes ont été recensées, dont :

- 7 lépidoptères, dont trois espèces déterminantes ZNIEFF : la Mélitée du plantain (*Melitaea cinxia*), du Demi-deuil (*Melanargia galathea*) et de l'Argus bleu céleste (*Polyommatus bellargus*)
- 5 coléoptères, dont le Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*), à enjeu modéré ;
- 4 hyménoptères, toutes communes ;
- 4 odonates, dont aucune espèce ne présente d'enjeu patrimonial notable ;
- 2 orthoptères, espèces communes et non patrimoniales.

Les espèces présentant un enjeu faible à fort sont recensées dans le tableau suivant :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge nationale	Liste rouge régionale (LR)	Protection nationale	Protection régionale	Directive Habitats	ZNIEFF	Enjeu local de conservation
<b>Hyménoptère</b>								
<i>Andrena russula</i>	Andréna roussette						Déterminante ZNIEFF	Faible
<b>Coléoptère</b>								
<i>Lucanus cervus cervus</i>	Lucane Cerf-volant					Annexe II	-	Modéré
<b>Lépidoptère</b>								
<i>Melitaea cinxia</i>	Mélitée du Plantain, Déesse à ceinturons, Damier du Plantain, Damier pointillé, Damier, Mélitée de la Piloselle	LC	LC		Protégé(e)		Déterminante ZNIEFF	Fort
<i>Melanargia galathea</i>	Demi-Deuil, Échiquier, Échiquier commun, Arge galathée	LC	LC				Déterminante ZNIEFF	Faible
<i>Lysandra coridon</i>	Argus bleu-nacré	DD	LC				Déterminante ZNIEFF	Faible
<b>Odonate</b>								
-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Orthoptère</b>								
-	-	-	-	-	-	-	-	-

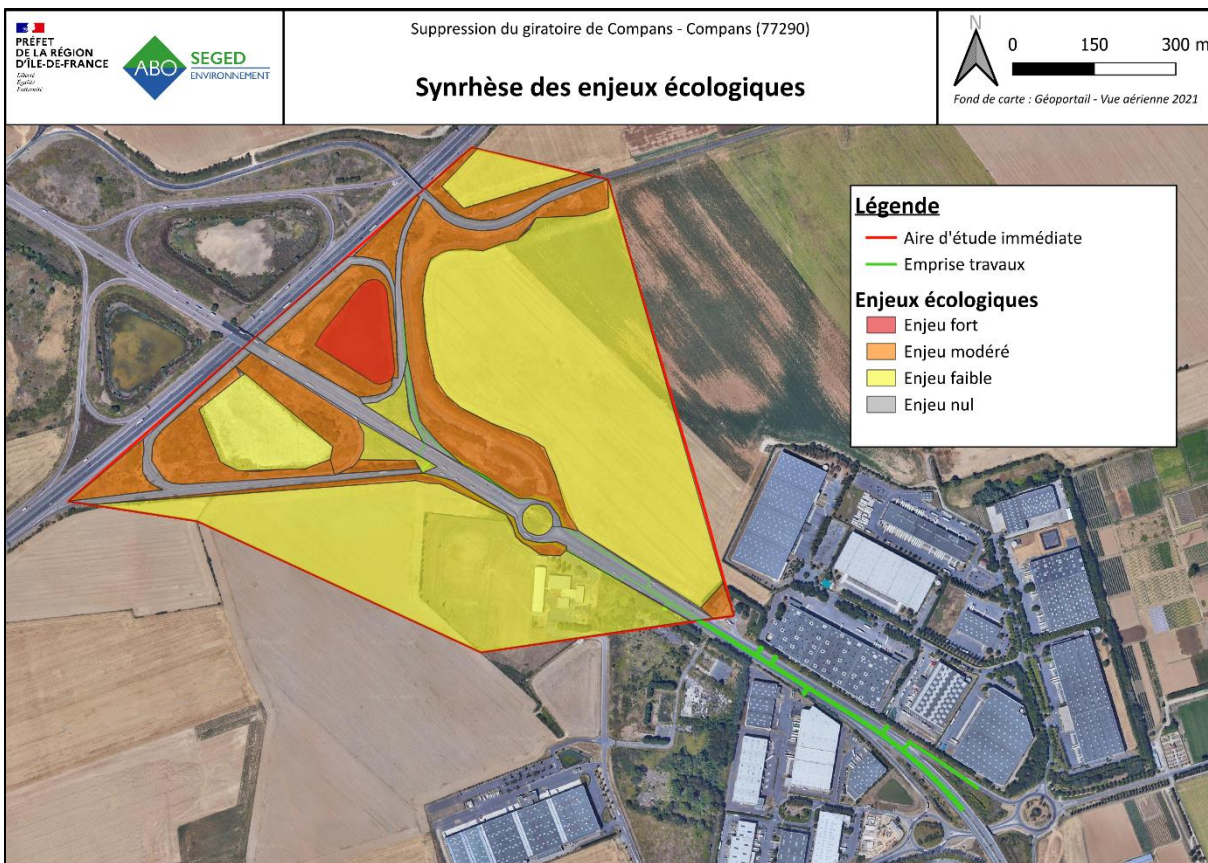




Localisation des insectes recensés au sein de la zone d'étude

#### 4.2.4. Synthèse des enjeux écologiques

La cartographie suivante présente une synthèse des enjeux écologiques identifiés au sein de l'aire d'étude. Les enjeux les plus forts sont localisés au niveau du bassin.



**Carte de synthèse des enjeux écologiques de la zone d'étude**

**Milieu naturel – Enjeux pour les travaux :**

- Présence de deux espèces floristiques patrimoniales à enjeu fort, dont une protégée (la Phélipanche pourpre) et d'espèces invasives
- Présence d'enjeux relatifs à la faune, dont :
  - Avifaune : nombreuses espèces protégées dont 9 à enjeu fort ;
  - Mammifères : Hérisson d'Europe (espèce protégée à enjeu modéré) ;
  - Amphibiens : deux espèces protégées communes ;
  - Reptiles : Lézard des murailles.

### 4.3. Milieu humain

#### 4.3.1. Description de l'urbanisation

L'urbanisation au droit et à proximité du site du projet est notamment caractérisée par la présence des éléments suivants :

- Des infrastructures routières (RD 212, RN2, échangeurs ...),
- La zone industrielle Mitry-Compans,
- L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Des parcelles agricoles bordent les principaux axes de transport.

L'occupation du sol est également représentée par :

- Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés ;
- Terres arables hors périmètres d'irrigation.

#### **4.3.1. Documents d'urbanisme**

La commune de Compans est concernée par un PLU approuvé le 03 novembre 2016.

#### **4.3.1. Plans de Prévention des Risques**

Le site du projet n'est pas situé dans le Plan de prévention des risques (PPR).

Il est situé à environ 340 m du périmètre du PPR Technologiques des établissements GE-REP, CCMP et GAZECHIM/

#### **4.3.2. Description de l'ambiance sonore**

L'ambiance sonore du milieu dans lequel s'inscrivent les travaux est principalement définie par le bruit engendré l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle et les infrastructures routières.

Le site du projet est localisé dans le Plan d'exposition au bruit (PEB) de l'aéroport. Il est situé :

- En zone A : zone de bruit fort où  $L_{den} > 70$  ou  $IP > 96$
- En zone B : zone de bruit fort où  $L_{den} < 70$  et dont la limite extérieure est comprise entre  $L_{den} 65$  et  $62$  ou zone dont la valeur  $IP$  est comprise en  $96$  et  $89$ .

#### **4.3.3. Description de la qualité de l'air**

Les sources de pollution sont principalement liées aux infrastructures routières et aéroportuaires ainsi qu'aux activités industrielles et agricoles.

#### **Milieu humain – Enjeu pour les travaux :**

- Risque lié aux infrastructures routières : le projet se situe au droit et à proximité d'infrastructures routières et les engins devront emprunter des routes existantes. Des mesures de protection devront être prises par l'entreprise pour éviter tout risque vis-à-vis des riverains (envol de déchets, salissures de la chaussée, etc)
- Risque lié à la proximité des habitations/commerces : des mesures devront être mises en place afin de limiter les nuisances atmosphériques et sonores vis-à-vis des riverains et des commerces.

### **4.4. Paysage et patrimoine culturel, archéologique et paléontologique**

#### **4.4.1. Paysage**

Selon l'Atlas du paysage de Seine-et-Marne, le site du projet est localisé au sein de l'entité paysagère « Plaine de l'aéroport de Roissy », située dans l'entité paysagère « Pays de France ».

Le paysage est structuré par :

- Les infrastructures de transport,
- L'aéroport Roissy-Charles de Gaulle,
- Les zones d'activité ou de logistique ;
- Les zones de cultures.

**Paysage – Enjeu pour les travaux :**

Le projet sera visible depuis les infrastructures routières. La bonne tenue du chantier devra permettre de limiter les impacts visuels pour les riverains et usagers de la route.

**4.4.2. Patrimoine culturel, archéologique et paléontologique**

**Patrimoine mondial de l'Humanité :**

L'élément du patrimoine mondial de l'Humanité le plus proche du site du projet est : Sites funéraires et mémoriels de la Première Guerre mondiale (Front Ouest) - Nécropole nationale française « La Grande Tombe de Villeroy ». Il est localisé à environ 9,9 km à l'est du site du projet.

**Monuments historiques :**

Aucun monument historique n'est identifié au droit du site du projet. Le périmètre de protection au titre des abords des monuments historiques le plus proche est situé à environ 1,5 km à l'ouest du projet.

**Sites classés et sites inscrits :**

Aucun site classé ni site inscrit n'est identifié au droit ou à proximité du site du projet.

**Patrimoine archéologique :**

Le projet n'est inscrit dans aucune zone de présomption et de prescriptions archéologiques.

**Patrimoine - Enjeu pour les travaux :**

Le projet n'est pas directement concerné par des enjeux patrimoniaux. Il n'est toutefois situé dans aucune zone de présomption archéologique.

Une vigilance est toutefois à prévoir lors de la réalisation des travaux.

## 5. IMPACTS DU CHANTIER SUR L'ENVIRONNEMENT

### 5.1. Air

Les risques de pollutions atmosphériques engendrés par le chantier sont :

- Production de poussières lors de la circulation des véhicules,
- Envois de poussières et de déchets sur les zones de stockage,
- Émission de polluants atmosphériques liés à la circulation des véhicules,
- Émission de fumées en cas d'incendie.

Les risques majeurs de pollutions atmosphériques pour ce chantier sont les productions de poussières et les émissions de fumées. En effet, à l'échelle du secteur concerné par les travaux, la contribution des véhicules circulant sur le chantier sera négligeable en termes d'émissions de polluants atmosphériques. Toutefois, une concentration de ces véhicules telle que sur les zones de parking peut être à l'origine d'une pollution locale et entraîner des désagréments au voisinage lors des démarrages des véhicules. Les activités spécifiques n'engendreront qu'un impact minimisé sur les zones les plus proches du chantier.

Concernant les émissions de poussières, le principal risque porte sur la ripisylve, les habitations, les exploitations et parcelles agricoles voisines.

### 5.2. Bruit

La phase travaux occasionnera des nuisances sonores principalement pour les riverains et la faune. Ces nuisances seront générées essentiellement par :

- L'emploi et la circulation des camions et engins de chantier,
- Les installations de chantier, et équipements fixes ou mobiles (ex : groupes électrogènes),
- L'augmentation du trafic routier sur les voies les plus proches pour le transport des engins, des personnes et des matériaux utiles à l'opération,
- Les opérations de chargement et de déchargement des matériaux,
- Tout comportement anormalement bruyant.

Ces nuisances sont néanmoins à relativiser au regard du contexte sonore du projet (infrastructures de transport à proximité, localisation en zone A et zone B du PEB de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle).

### 5.3. Déchets

Le projet engendrera plusieurs déchets. Toutefois, à ce stade, seule une analyse qualitative des déchets produits peut être réalisée.

Les différents déchets produits au cours d'un chantier peuvent engendrer des pollutions des sols, des eaux et de l'air en cas de brûlage.

Le tableau suivant présente les déchets susceptibles d'être produits en phase travaux, leur fréquence d'apparition et les filières de traitement envisageables, conformément à la réglementation en vigueur.

FAMILLE ET NATURE DES DECHETS PRODUITS	FREQUENCE D'APPARITION			FILIERE DE TRAITEMENT			
	Fo	M	Fa	R	VM	I	S
<b>Déchets Inertes (DI)</b>							
Terre et matériaux de terrassement		X		X	X		III
Béton armé et non armé	X			X	X		III

FAMILLE ET NATURE DES DECHETS PRODUITS	FREQUENCE D'APPARITION			FILIERE DE TRAITEMENT			
	Fo	M	Fa	R	VM	I	S
Pierres			X	X	X		III
Enrobés et fraisats	X			X	X		III
Briques					X		III
Gypse et plâtre							
Laines minérales							
Matériaux minéraux de démolition mélangés sans plâtre			X	X	X		III
<b>Déchets Non Dangereux (DND)</b>							
Béton léger (cellulaire)							
Fers à béton			X		X		
Métaux			X		X		
Verres							
Bois non traités avec des produits toxiques			X		X	X	
Déchets verts			X		X	X	
Plastiques et PVC			X		X	X	II
Polystyrène						X	II
Caoutchouc						X	II
Laine de verre							
<b>Déchets Dangereux (DD)</b>							
Bois traités avec des produits toxiques						X	I
Peinture et vernis						X	I
Solvants						X	I
Certaines colles							
Matériels souillés (pinceaux, brosses, chiffons, ...)			X			X	I
Aérosols			X			X	I
Huiles (de vidange, de décoffrage, ...)			X		X	X	
Hydrocarbures			X		X	X	
Agents chimiques (ignifuges, pesticides, hydrofuges,...)					X	X	
Batteries, filtres à huiles et à gasoil, ...			X		X	X	I
<b>Emballages</b>							
Emballages non souillés = déchets ménagers (papier, carton, plastique, verre)		X			X	X	II
Emballages souillés = déchets dangereux			X		X	X	I

Fréquence d'apparition	Fo	Forte
	M	Moyenne
	Fa	Faible

Filière de traitement	R	Recyclage
	VM	Valorisation matière
	I	Incinération
	S	Stockage en classe I, II ou III

#### 5.4. Eau

Pendant la phase travaux, il peut se produire une pollution des eaux souterraines et superficielles. Plus précisément, les sources potentielles de pollution sont de plusieurs types, avec notamment :



- Les rejets directs ou indirects liés au chantier lui-même : risque de rejet de matières en suspension (effet nuisible sur la faune piscicole dans les zones de fortes concentrations), risques de pollution liés au rejet des eaux du chantier (hydrocarbures...), risque de chutes et de projections de matériaux,
- Les engins de chantier : risque de fuites ou de déversement de produits polluants lors de la circulation, l'entretien, le remplissage en carburant, le stationnement des engins et en cas d'accident,
- Le stockage des déchets : risque de lixiviation et de percolation des gisements.

### 5.5. Protection de la nature et du patrimoine

Les impacts du chantier sur le milieu naturel sont de plusieurs types :

- La destruction d'habitats, d'écosystèmes, d'espèces animales et végétales dans les zones d'emprunt et de dépôt des matériaux ou des déchets nécessaires à la réalisation du chantier,
- Le dérangement de la faune par une activité inhabituelle,
- La détérioration des écosystèmes par le biais des risques de pollutions,
- Le débroussaillage des emprises,
- Le risque d'incendie, lié notamment à la présence d'engins de chantier,
- Le risque de prolifération d'espèces invasives.

Certains de ces effets ont un caractère temporaire (dérangement de la faune) tandis que d'autres sont irréversibles (destruction des habitats).

Pour mémoire, concernant le patrimoine archéologique et paléontologique, la possible découverte de sites est à prendre en compte. Sans mesures préventives, des impacts pourraient affecter ce patrimoine, à savoir :

- La destruction de vestiges ou de traces attestant du mode d'occupation du territoire et du type d'organisation des sociétés anciennes,
- La destruction de sites, édifices et vestiges touchant aux cultes, croyances et pratiques funéraires,
- La destruction d'objets témoignant du savoir-faire des sociétés disparues...

### 5.6. Installations classées pour l'environnement propre au chantier

D'une manière générale, l'installation classée susceptible d'être exploitée pour les besoins du chantier est :

- Cribleur-concasseur (rubrique n° 2515 – Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais, et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes)

## 6. DISPOSITIONS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### 6.1. Air

La réduction des pollutions atmosphériques nécessite :

#### Dispositions générales :

- L'arrosage des voies de circulation, des aires de manœuvre et de dépôt de matériaux afin de limiter les poussières. Cette disposition est systématique en cas de vent et par temps sec ;
- La protection des installations de stockage situées de préférence à distance des riverains ;
- L'interdiction des brûlages de toute nature ;
- L'information préalable de tous les intervenants.

#### Circulation des engins :

- Le bâchage des camions en cas de transports de matériaux volatiles ou déchets pour éviter les envols de poussières et les risques de projections ;
- La justification du contrôle technique des véhicules utilisés (respect des normes d'émissions gazeuses en vigueur) ;
- La limitation de vitesses des camions à 20 km/h sur les zones de travaux ;
- Le respect du code de la route en dehors des pistes de chantier ;
- Le maintien en bon état de propreté des voies de circulation. L'entreprise aura à sa charge le nettoyage des voiries empruntées souillées pendant toute la durée du chantier ;
- L'utilisation d'engins conformes aux normes en vigueur.

#### Terrassements / décapage de la terre végétale :

- La mise en place de dispositifs de réduction des poussières en cas de vent fort, voire interruption des travaux en cas de fortes nuisances.

#### Opération de démolition des constructions :

- L'arrosage préalable des éléments maçonnés à démolir, et en cas de sciage,
- L'interruption des opérations de démolition par vent fort.

### 6.2. Bruit

Pour limiter les nuisances, les dispositions suivantes doivent être envisagées :

#### Dispositions générales :

- Sensibiliser les chauffeurs à ne pas laisser tourner leur moteur inutilement ;
- Limiter les vitesses de circulation des engins à 20 km/h sur les zones de travaux et respecter le code de la route en dehors des pistes de chantier ;
- Maintien en parfait état de fonctionnement des engins ;
- Usage des avertisseurs sonores limité aux règles de sécurité sur chantier,
- Les matériels et engins employés seront homologués. Ils seront insonorisés dans la mesure du possible ;
- L'emploi de talkies-walkies sera favorisé pour éviter les cris ;
- Les outils, déchets et éléments métalliques seront posés plutôt que jetés ;

- Réalisation des travaux les plus bruyants pendant les périodes les moins gênantes pour le voisinage. Ainsi, les éventuels travaux de nuit (22h-7h) seront limités au strict nécessaire ;
- Information des riverains au préalable des nuisances sonores diurnes et nocturnes engendrées par le chantier ;
- Utilisation des techniques les moins bruyantes pour la réalisation des travaux à proximité des habitations ;
- Un dossier « bruit de chantier » devra être réalisé préalablement au démarrage des travaux. Ce dossier devra être remis un mois à compter du démarrage de la période de préparation. Il sera ensuite transmis par le Maître d'Ouvrage un mois au moins avant le démarrage du chantier au Préfet du département.

#### Zone d'implantation des installations :

- Les sites d'implantation des installations ainsi que des zones de dépôts ou de stockage des déchets seront le plus possible éloignés des habitations, et profiteront des obstacles existants ou naturels.

#### Circulation des engins :

- Les itinéraires d'accès et les plans de circulation des véhicules sur chantier seront définis de telle manière à être le plus distants des habitations et à limiter les manœuvres de marche arrière ;
- Les mouvements de véhicules seront optimisés et le Poids Total en Charge (TPC) devra être compatible avec la résistance des chaussées empruntées ;
- Les voies de circulation seront maintenues propres et en bon état, les débris sur la chaussée pouvant augmenter le bruit de roulement des véhicules. Les itinéraires d'accès et les plans de circulation des véhicules sur chantier seront définis de telle manière à être le plus distants des habitations et à limiter les manœuvres de marche arrière ;
- Les itinéraires d'accès et les plans de circulation des véhicules sur chantier seront définis de telle manière à être le plus distants des habitations et à limiter les manœuvres de marche arrière.

L'ensemble des dispositions précitées devra obtenir l'agrément du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Environnement.

**Avant tout démarrage des travaux, le Plan d'Installation de Chantier (PIC) et de circulation de l'entreprise devra être validé par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur environnement.**

### **6.3. Déchets**

La gestion des déchets est une étape importante dans la réalisation de chantiers respectueux de l'environnement. En effet, les déchets sources de pollutions pour l'air, les sols, les eaux et générateurs de dégâts considérables pour le milieu naturel, doivent faire l'objet d'une attention toute particulière.

Pour cela, en complément des dispositions prévues dans les autres thématiques, il convient de prendre les dispositions suivantes :

#### Dispositions générales :

- Nettoyage régulier du chantier et rangement quotidien du matériel et des outils aux installations de chantiers ;
- Évacuation des branches, souches, gravats, pneus présents de part et d'autre des talus (à réaliser en dehors de la période d'hivernation des reptiles qui s'étend de novembre à mars) ;
- Tout déchet découvert sur le chantier devra être évacué par l'entreprise vers les filières de traitement adaptées ;
- Evacuation des déchets produits au droit des zones de travaux systématiquement en fin de journée vers la zone de stockage des installations de chantier ;
- Information préalable de tous les intervenants afin de les sensibiliser à la gestion des déchets et de leur présenter les moyens mis à disposition.

#### Déconstruction de chaussées :



- Réalisation d'un diagnostic amiante et plomb avant démolition et éventuellement d'un diagnostic déchets avant démolition ;
- Le bâti concerné sera démoli selon le principe de la déconstruction sélective, ce qui permettra de trier les déchets par catégorie (déchets inertes, bois, ferraille, déchets non dangereux en mélange, déchets dangereux...) et de les éliminer selon des filières adéquates, en optimisant au maximum leur valorisation ;
- En cas de rabotage de chaussées (raccordement aux routes existantes...), un diagnostic amiante devra être réalisé de manière à conclure sur la présence ou non d'amiante dans les enrobés existants.

#### Stockage des déchets :

- Aménagement d'une zone spécifique pour le stockage des déchets. Cette zone sera aménagée sur une zone confinée, en dehors des zones à enjeu et à au moins 50 m environ des cours d'eau et/ou talwegs afin d'éviter toute dispersion vers le milieu naturel ;
- Aménagement de la zone de stockage des déchets en dehors des espaces sensibles (habitats d'espèces protégées) ;
- Mise en place d'une collecte sélective sur le chantier (bennes, containers...) permettant de trier les déchets de restauration du personnel intervenant, les déchets non dangereux et les déchets dangereux.
- Conteneur étanche et fermé pour le stockage des déchets dangereux (bidons de produits dangereux ou aérosols vides, chiffons souillés, huiles usagées...) Cette zone de stockage devra être étanche et entourée de merlons permettant de confiner une pollution accidentelle ;
- Mise en place d'une signalétique spécifique au droit des différentes zones de stockage des déchets, permettant d'orienter le personnel du chantier pour le tri des déchets (notamment pour éviter le mélange de déchets dangereux et non dangereux).

D'une manière générale, les déchets seront évacués régulièrement, afin de limiter leur stockage sur le chantier. De même, on limitera le stockage de matériaux sur le chantier.

**La localisation des zones de stockage des déchets devra figurer dans le PIC de l'entreprise, et être validée par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur environnement, préalablement au démarrage des travaux.**

#### Traitement des déchets :

- Évacuation des déchets vers les filières d'élimination adéquates, le recours aux installations de stockage des déchets ne sera autorisé que si les conditions locales d'élimination ne sont pas favorables au recyclage, à la valorisation ou à la réutilisation des déchets ;
- Favoriser les circuits courts et l'économie circulaire ;
- Vérification de l'absence de tout enfouissement des déchets et de tout brûlage ;
- Mise en place d'un système de bordereau de suivi des déchets permettant de prouver la bonne élimination des différents flux (Annexe 2).
- L'entreprise présentera dans son PRE et/ou dans son SOGED le mode d'élimination des déchets, les filières sélectionnées et fournira les agréments de chaque centre de traitement pour validation auprès du Maître d'œuvre et du Coordonnateur environnement.

## **6.4. Eau**

Pour limiter les risques de pollutions et de perturbation des milieux aquatiques durant le chantier, les dispositions suivantes doivent être envisagées :

- Aucune intervention ne sera réalisée dans les lits mineurs des cours d'eau ni au niveau des bassins d'assainissement présents en bordure de la RN2.

- En cas de travaux en milieu aquatique ou à proximité (cours d'eau, fossés...), intervenir en période d'assec et en dehors des périodes de fortes précipitations.

Assainissement provisoire du chantier :

- Les eaux usées des installations de chantier devront être collectées et évacuées vers la filière spécifique. Elles ne devront pas être infiltrées sur site mais récupérées et évacuées vers une station de traitement des eaux usées ;
- Les eaux du chantier devront être traitées avant rejet et les entrées d'eau dans le chantier devront être déviées (fossés de crête, fossés de collecte, bassin de décantation etc.) ;
- Le nettoyage, l'entretien, la réparation, le ravitaillement et le stationnement des engins se feront sur des aires spécialement aménagées, étanches. Les eaux de ruissellement seront collectées par des fossés périphériques étanches puis acheminées vers un système de traitement adapté avant rejet vers le milieu naturel. L'ensemble des eaux de ruissellement des plateformes du chantier devront être raccordées à des bassins de traitement provisoires avant rejet. Ces aires spécifiques devront être aménagées avant le démarrage des travaux et en dehors de tout secteur identifié comme « sensible » (notamment bordure de cours d'eau, zones humides, zone inondable, fossés et habitats à enjeux) ;
- Les substances non naturelles ne seront pas rejetées sans autorisation et seront retraitées par des filières appropriées ;
- Les matières inertes et autres substances seront gérées de manière à éviter les rejets dans les cours d'eau et dans le milieu naturel.

**Préalablement au démarrage du chantier, l'entreprise en charge des travaux devra transmettre une procédure d'étanchéification des aires de parkings et définir les zones de parkings, d'entretien et de ravitaillement des engins ainsi que les assainissements qu'elle prévoit, pour validation auprès du Maître d'œuvre et du Coordonnateur environnement.**

Installations de chantier - Zones de stockage du matériel et des matériaux :

- L'implantation des installations de chantier, des zones de stockage des engins, et des matériaux se fera le plus éloignée possible des axes d'écoulement des eaux et des zones inondables, sur des aires spécialement aménagées. Ces aménagements devront être mis en place en dehors des zones à enjeux et à une distance suffisante des cours d'eau et talwegs (50 m). Ils devront, si possible, être installés au droit des zones déjà aménagées ;
- L'accès au chantier et aux zones de stockage sera interdit au public ;
- Aucun produit toxique ou polluant ne sera laissé sur site en dehors des heures de travaux sans protection (bac de rétention, conteneur ou local fermé, ...) ;

Concernant le stockage des matériaux :

- Les produits dangereux devront être stockés dans des zones confinées munies de bacs de rétention pour parer à toute fuite éventuelle de polluants ;
- Les matériaux sensibles à l'eau (sacs de ciment...) seront stockés à l'abri des intempéries ;
- Les matériaux de terrassement devront être stockés à une distance suffisante des cours d'eau, canaux et fossés, des zones sensibles et des zones inondables. La plateforme de stockage des matériaux devra être aménagée de manière à ce qu'il n'y ait pas de dispersion des matières en suspension dans le milieu naturel ;
- Le stockage des matériaux et des déchets inertes en dehors des zones autorisées sera interdit ;

Concernant le stockage des déchets :

- Le stockage des déchets banals et dangereux devra être effectué dans des containers ou bennes spécifiques, à une distance suffisante des cours d'eau (au moins 30 m) ;
- Les huiles et les hydrocarbures seront récupérés, stockés sur rétention puis évacués ;
- Les résidus d'enrobés seront récupérés puis évacués en filière adéquate ;
- Les laitances de béton seront récupérées puis évacués en filière adéquate ;

- Le déversement des déchets, même inertes dans les cours d'eau/fossés sera interdit. De même, leur déversement dans des puits sera interdit ; ces derniers constituent un vecteur direct dans le transport de la pollution (qu'ils soient encore utilisés ou abandonnés) ;

Concernant les engins et appareils de chantier :

- Les engins seront stockés, ravitaillés et entretenus sur des aires aménagées et en dehors des secteurs à hydrogéologie sensible. Ces aires devront être étanchées et dotées d'un dispositif d'assainissement : fossés ceinturant la zone et rejetant les eaux dans un bassin de débouillage/déshuilage en aval de la zone. Ces dispositifs devront faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien régulier au cours des travaux ;
- Le nettoyage des engins et appareils sera effectué sur des aires spécialement aménagées (bassin provisoire, fosses étanches) ;
- Pour limiter le ruissellement pluvial, les surfaces remaniées et les talus de déblais et de remblais seront engazonnés le plus rapidement possible après leur réalisation ;
- Une remise en état complète du site sera réalisée en fin de chantier.

**Les installations de chantier ainsi que toutes les zones de stockages envisagées (matériels, matériaux, produits dangereux, ...) devront figurer dans le PIC de l'entreprise, et être validées par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur environnement, préalablement au démarrage des travaux.**

#### Terrassements / Pose d'enrobés :

- Dans la mesure du possible, réalisation des terrassements et mise en œuvre des matériaux bitumineux en dehors des périodes pluvieuses pour limiter le risque de départ de matières en suspensions et d'éléments polluants dans le milieu naturel ;
- Les dispositions nécessaires devront être mises en place afin d'éviter tout ruissellement et toute pollution des cours d'eau et talwegs ;
- Les matériaux susceptibles d'être lessivés lors d'épisodes pluvieux devront être entreposés en dehors des axes d'écoulement pluviaux,
- Les talus seront végétalisés le plus rapidement possible, pour éviter le risque d'érosion ;
- Lors des opérations de pose d'enrobés, des zones spécifiques seront aménagées pour le nettoyage des engins. Les résidus d'enrobés seront ramassés et évacués à l'avancement du chantier. L'entreprise privilégiera des produits biodégradables pour le nettoyage du matériel souillé à l'enrobé ;
- En cas de fabrication d'enrobés sur site, mise en place de bassins de traitement provisoires au droit de l'aire spécifique à l'élaboration des enrobés.

#### En cas d'opérations de bétonnage :

- Le nettoyage des goulottes des toupies béton et autres outils de bétonnage sera réalisé sur une zone aménagée assurant le recueil des laitances et évitant tout risque de pollution du milieu souterrain. Les résidus de béton seront évacués selon une filière spécifique. Le nettoyage des toupies sera par contre prohibé sur le chantier et réalisé à la centrale, présentant des équipements adaptés à ce type d'intervention ;
- La mise en œuvre de bétons et des mortiers hydrauliques sera effectuée de façon que leurs pertes de laitance ne polluent pas les eaux des cours d'eau ;
- En cas d'utilisation de centrales d'injection de ciment, ces dernières devront être aménagées de manière à récupérer les résidus de ciment lors du pompage et de filtrer les laitances (étanchéification de la zone couplée à une fosse munie d'un géotextile par exemple).

**Les zones spécifiques de nettoyage des résidus d'enrobés et de laitance de béton devront être définies préalablement à toute intervention et être validées par le Maître d'œuvre et le Coordonnateur environnement.**

#### Prévention du risque de pollution accidentelle :

- Les engins devront justifier d'un contrôle technique récent ; Leur bon état sera vérifié quotidiennement par les chauffeurs. En cas de panne ou de fuite, des absorbants seront utilisés et l'engin devra être immédiatement réparé ;

- Élaboration, en période préparatoire, d'un plan d'intervention rapide en cas d'accident ou d'incident pouvant conduire à une pollution du milieu naturel. Ce plan d'alerte sera transmis par la Maîtrise d'Ouvrage au service en charge de la Police de l'Eau avant le démarrage des travaux pour validation. Il devra être affiché dans les installations de chantier. En cas de pollution accidentelle, le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur environnement devront être immédiatement informés ;
- Des kits anti-pollution de première urgence devront être tenus à la disposition du personnel et présent dans chaque engin en cas d'un déversement accidentel. Le personnel travaillant à proximité du Lot, devra avoir à disposition des kits anti-pollution d'une capacité d'absorption suffisamment importante et permettant une intervention immédiate ;
- Toute pollution devra être traitée immédiatement et sans délai. Le personnel sera sensibilisé au risque environnemental et aux mesures d'urgence à prendre en cas de pollution accidentelle. Il devra être formé à l'utilisation des kits anti-pollution ;
- En cas de déversement de produit polluant dans un milieu sensible, une procédure d'urgence sera mise en place et des dispositions spécifiques seront arrêtées au cas par cas : récupération des polluants à l'aide des engins de chantier ou par épandage de produits absorbants, curage des terres souillées et évacuation vers des centres de traitement, agréés ;
- Le ravitaillement des engins sera interdit en dehors des zones prévues à cet effet suffisamment éloignées des thalwegs et en dehors des zones sensibles ;
- En cas d'accident ou d'incident, un traitement immédiat devra être effectué et une fiche « incident » sera ouverte.

Besoin en eau du chantier :

- Tout pompage dans un cours d'eau sans autorisation préalable sera interdit.

En cas de découverte de puits/forages :

- Ces derniers devront être condamnés dans les règles de l'art :

Méthode de comblement d'un puits	Méthode de comblement d'un forage
Dépose des parties aériennes (pompe, structures métalliques, margelle...), Comblement de la partie inférieure du puits par un matériau stable, inerte et lavé (cailloux, gravier, sable siliceux), Mise en place d'un filet anti-contaminant (géotextile) en partie supérieure du comblement, En partie supérieure du puits, coulage d'une chape en béton qui formera un socle au-dessus du terrain naturel, de manière à éviter toute stagnation d'eau.	Dégagement du forage pour le libérer des obstacles et de la végétation existante, Sciage de la partie aérienne du forage, Comblement du piézomètre par un matériau stable, inerte et lavé au-delà de la partie immergée, Mise en place d'un bouchon en sobranite, Comblement de la partie supérieure par du mortier.
L'ensemble des matériaux mis en œuvre devront être validés par le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Environnement.	
Un rapport de condamnation devra être transmis au Préfet dans un délai de 2 mois suivant la fin des travaux de comblement (références de l'ouvrage comblé, aquifère concerné, travaux de comblement effectué), afin de mettre fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage (conformément au Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11/09/03 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature Eau).	
En cas de réalisation d'un forage, une déclaration d'intention devra être adressée au préfet en trois exemplaires (conformément au Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11/09/03 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature Eau).	
Le préfet donne récépissé de la déclaration et communique au déclarant une copie de l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003, contenant les prescriptions générales applicables à l'ouvrage » (dispositions applicables aux opérations soumises à déclaration ; article 30 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié).	

En cas de manquement à ces dispositions, une pénalité sera appliquée conformément au CCAP.

Remise en état à l'issue des travaux :

- A la fin des travaux, les décombres, les terres, les dépôts de matériaux provisoires, et les déchets devront être évacués.



## 6.5. Protection de la nature et du patrimoine

La protection de la nature et du patrimoine passe par le respect des dispositions prévues aux points précédents. Le respect de la faune et de la flore nécessite les dispositions suivantes :

### Dispositions générales :

- Limiter au strict nécessaire les emprises.
- Baliser les emprises du chantier de manière à prévenir toute divagation d'engin hors de la zone de travaux.
- Respecter les limites du chantier et les zones sensibles (roncier, flore patrimoniale...).
- Prévoir une zone étanche, ou bac de rétention, pour toute manipulation ou stockage de produits dangereux (hydrocarbures...).
- Le stationnement des engins devra être installé sur sol revêtu et étanche.
- Tout brûlage sera proscrit.
- Informer et sensibiliser le personnel intervenant.
- Interdire les travaux nocturnes ;
- Protéger les arbres à conserver pouvant être abîmés par les engins de chantier.

### Respect des dispositions contenues dans l'arrêté préfectoral du projet de contournement Est de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle :

L'entreprise en charge des travaux devra respect les prescriptions contenues dans l'arrêté relatif au projet de contournement Est de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Elles sont synthétisées dans le tableau suivant :

Type de mesure	Intitulé de la mesure
Mesures d'évitement	ME2 : Maintien d'une partie des habitats de l'Œdicnème criard dans l'emprise du projet
	ME3 : Maintien d'une partie des habitats de l'Écaille marbrée-rouge dans l'emprise du projet
	ME4 : Maintien d'une partie des habitats du Grillon d'Italie dans l'emprise du projet
	ME5 : Maintien de zones de fourrés/plantations arbustives/broussailles anthropiques dans l'emprise du projet
	ME6 : Maintien de plantations arborées/boisements anthropiques dans l'emprise du projet
Mesure de réduction	MR1 : Création de bermes, prairies artificielles et friches prairiales fonctionnelles et d'intérêts écologiques sur les délaissés
	MR2 : Localisation des installations de chantier et stockages de déblais en dehors des zones sources à maintenir
	MR3 : Balisage des zones sensibles (bermes, friches prairiales à maintenir, habitats d'espèces protégées)
	MR4 : Sensibilisation des entreprises
	MR5 : Mise en place d'aires de ravitaillement étanches et éloignées des zones sources
	MR6 : Mise à disposition d'un kit anti-pollution
	MR7 : Récolte des graines des espèces détruites par le projet et réensemencement
	MR8 : Repérage et destruction des espèces végétales exotiques envahissantes
	MR9 : Nettoyage des engins de chantiers
	MR10 : Végétalisation ou couverture rapide des espaces terrassés/mis à nu
	MR11 : Suivi des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)
	MR12 : Adaptation du calendrier des travaux préparatoires
	MR13 : Création d'hibernaculums

Type de mesure	Intitulé de la mesure
	MR14 : Limitation de la circulation en phase chantier
	MR15 : Déplacement des amphibiens
	MR16 : Restauration de milieux favorables à l'Édicnème criard après travaux dans l'emprise du projet au niveau du lieu-dit la Renardière, pour une surface de 0,69 ha
	MR17 : Restauration de milieux favorables à l'Édicnème criard après travaux dans l'emprise du projet au niveau de l'échangeur A1/RN104, pour une surface de 0,49 ha
	MR18 : Restauration de milieux favorables à l'Écaille marbrée-rouge après travaux dans l'emprise du projet pour une surface de 2,45 ha
	MR19 : Création de fourrés/zones arbustives sur les délaissés pour une surface de 7,21 ha

MR20 – Prévention du risque de pollution accidentelle et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier :

Les mesures ci-après seront respectées afin de limiter le risque de pollution du milieu naturel :

- Interdire le stockage dans et aux abords immédiats du cours d'eau
- Prévoir une zone étanche hors du lit pour toute manipulation ou stockage de produits dangereux (hydrocarbures, etc.)
- Le stationnement des engins devra être installé sur sol revêtu et étanche
- Ne pas rincer le matériel de chantier dans ou à proximité immédiate du cours d'eau
- Récupérer et traiter les eaux provenant des travaux avant rejet dans le milieu naturel par un bassin de décantation prévu dans le cadre des travaux
- Interdire le déversement de déchets ou matériaux, même inertes, dans le cours d'eau ou à proximité
- Mettre en œuvre des dispositifs de manière à réduire et circonscrire les émissions de poussières
- Munir l'ensemble des engins d'un kit anti-pollution

MR21 – Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

Afin d'éviter toute nouvelle introduction d'espèce envahissante sur le site, un plan de prévention sera mis en œuvre. Ce plan s'articule autour de :

- La prévention : sensibilisation à la prise en compte du risque d'introduction d'EEE ;
- La mise en œuvre : Tous les engins devront être nettoyés et inspectés avant leur utilisation sur le site. Un nettoyage systématique à l'arrivée sur site, sur les aires prévues à cet effet (géotextile), sera réalisé.
- La vérification de l'origine des matériaux utilisés : si besoin d'un apport de matériaux, il faudra garantir qu'ils soient exempts d'EEE et de polluants.
- Le contrôle : suivi spatial et temporel de l'apparition et du développement d'EEE en phase exploitation

MR22 – Adaptation du calendrier des travaux en fonction des cycles biologiques des espèces

- La planification des travaux doit considérer les cycles biologiques des espèces à enjeux détectées, et notamment leurs périodes d'hibernation, de reproduction et d'élevage des jeunes, qui correspondent à des phases de vulnérabilité supérieure. Les interventions doivent s'opérer aux périodes les moins défavorables aux espèces à enjeux susceptibles d'être impactées par le projet. Le tableau ci-dessous résume les cycles biologiques des espèces ou groupes d'espèces à enjeux :

Espèces		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Reptiles	Débroussaillage												
	Terrassement												
Avifaune													
Amphibiens													
Chiroptères													

- Il est impératif d'assurer un impact moindre sur les reptiles, en considérant notamment le Lézard des murailles (dont l'enjeu de conservation est fort). Ainsi, il est précisé que les travaux de dessouchage et de terrassement ne doivent pas avoir lieu au cours de la période hivernale car elle correspond à l'hibernation des individus (de début-novembre à fin-février environ). En effet ces travaux occasionnent un impact sur le substrat susceptible d'être très néfaste aux reptiles en phase d'hibernation. En revanche, en ce qui concerne les travaux de débroussaillage, qui n'agissent quant à eux que sur la végétation et non sur le substrat, ils peuvent avoir lieu au cours de l'hiver.
- Au vu du calendrier de sensibilité ci-dessus, les opérations de **débroussaillage** (strictement au sein des emprises) sont préconisées **entre mi-septembre et jusqu'à fin février** tandis que les opérations de **terrassement** (et celles de dessouchage et d'abattage d'arbres) sont recommandées **entre mi-septembre et mi-novembre** ou bien **entre début mars et fin mars**. Les travaux (hormis ceux de terrassement) pourront être poursuivis à condition qu'ils soient menés sans interruption pendant la phase chantier.
- Par ailleurs, les travaux ne seront pas effectués durant la nuit, et débiteront au plus tôt 1h après le levé du soleil, de sorte que les espèces aux mœurs nocturnes ne soient pas impactées par la destruction ou le dérangement d'individus, ce qui concerne particulièrement le Grand-duc d'Europe, l'Engoulevent d'Europe, ainsi que les amphibiens et les chiroptères, mais aussi que l'Écureuil roux, dont le pic d'activité a lieu en début de matinée soit moins impacté.

#### MR23 – Protection de spécimens d'espèces d'amphibiens, de reptiles, de mammifères et d'insectes

- Elle consiste à prélever des spécimens peu mobiles rencontrés dans les emprises ou qui seraient susceptibles d'être détruits, lesquels sont immédiatement relâchés hors des emprises travaux (amphibiens, reptiles, mammifères et insectes).
- Déplacement de spécimens :
  - Une personne habilitée sera chargée du déplacement des spécimens peu mobiles (amphibiens, reptiles, mammifères et insectes). Les spécimens sont prélevés et relâchés aussitôt hors des emprises travaux.
  - En complément, le cas échéant, les éventuelles pontes et têtards d'amphibiens présents dans des points d'eau plus ou moins temporaires au sein des emprises seront prélevés à l'aide d'une épuisette ou d'un haveneau demi-lune par exemple, et déplacés aussitôt hors des emprises travaux dans un habitat similaire favorable. Au besoin, les pontes et têtards seront transportés transitoirement dans un récipient d'eau douce pour assurer leur survie.
- Ces opérations donneront lieu à un compte-rendu mentionnant notamment la personne ayant assuré l'opération, la date de l'action, le nombre d'individus et d'espèces concernés, le lieu de prélèvement et le lieu de relâche. Ces mesures visent à garantir la quasi-absence d'individus d'espèces à enjeux lors du passage des engins.
- **Cette mesure sera assurée par la coordination environnementale.**

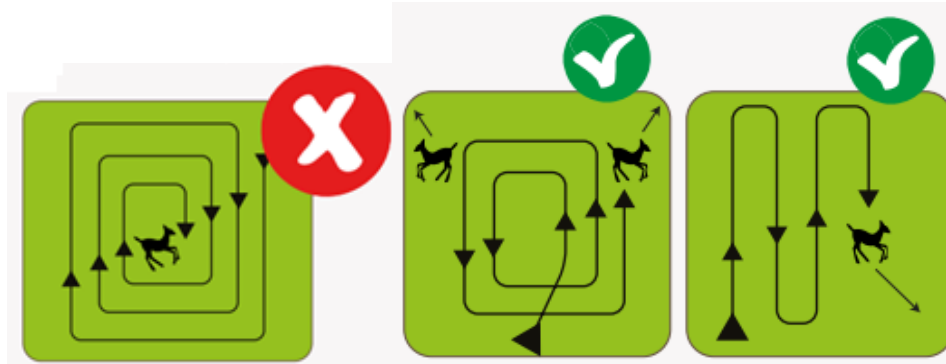
#### MR24 – Mise en place d'une clôture petite faune

- Une clôture spécifique temporaire délimitera les emprises en cours de travaux. Cette clôture sera constituée par une bâche ou un filet en polyéthylène haute densité (PEHD) « anti-amphibiens » (ou dispositif similaire). Cette barrière est mise en place avec des piquets et des supports d'installation et délimite les emprises en phase travaux. Elle permet d'empêcher l'accès du chantier aux amphibiens en premier lieu, mais également aux reptiles, à condition que cette barrière présente une hauteur hors sol d'au moins 70 cm et soit munie d'un

dispositif anti-escalade sur la face orientée à l'opposé des emprises du chantier afin d'éviter que des spécimens ne pénètrent au sein du chantier en escaladant la clôture.

#### MR25 – Dispositif de limitation des nuisances envers la faune

- Les opérations de débroussaillage du site peuvent engendrer un faible risque de destruction d'individus. Les dispositions suivantes devront être respectées afin de permettre la fuite des éventuels individus, notamment au niveau des zones végétalisées au sein de la zone de projet et des zones de stockage identifiées. Ainsi, le débroussaillage sera manuel (élagueuse, tronçonneuse) et réalisé de l'intérieur vers l'extérieur de la zone ou d'une extrémité à l'autre, comme schématisé ci-dessous.



#### MR26 – Dispositifs éloignant les espèces à enjeux et limitant leur installation au sein des emprises

- Création d'habitats de substitution
  - Les habitats de substitution seront localisés à proximité mais strictement hors des emprises des travaux. Ils consisteront en des nichoirs pour l'avifaune, des gîtes pour les chiroptères, des gîtes à écureuils, des gîtes à hérisson, des gîtes à amphibiens et des gîtes à reptiles, tous en matériaux naturels. Les nichoirs, gîtes à chiroptères et gîtes à écureuils seront fixés dans les arbres selon les préconisations relatives à chacun (hauteur, orientation, etc.). Quant aux gîtes à hérisson, à amphibiens et à reptiles, ils seront posés au sol en respectant les préconisations de mise en place (accès, orientation, etc.).
    - 2 abris pour Hérisson d'Europe
    - 2 abris à amphibiens
    - 3 abris pour les reptiles
  - Leur emplacement sera réalisé en lien avec la coordination environnement.
- Dispositifs de défavorabilisation des emprises
  - À l'issue de la mise en place des habitats de substitution, la défavorabilisation des emprises pourra avoir lieu sous la supervision d'un écologue, à des périodes permettant d'éviter l'hibernation et la reproduction de la faune, à savoir :
    - soit entre le 1er et le 15 mars,
    - soit entre le 15 août et le 31 septembre.
  - Effarouchement : en premier lieu, un effarouchement sera réalisé sur les emprises du chantier. Ce dernier consistera au passage d'un écologue muni d'un émetteur d'ultrasons qui parcourra les emprises à pied, en applaudissant et en faisant volontairement du bruit. Le trajet emprunté visera à pousser les individus vers l'extérieur des emprises.
  - Débroussaillage progressif : suite à cet effarouchement, un débroussaillage manuel progressif sera effectué selon une méthode douce. Il est rappelé que la hauteur de coupe ne devra pas excéder 5 cm pour assurer une bonne défavorabilisation.
  - Retrait des éléments au sol attractifs pour la faune : ensuite, les blocs rocheux de toute taille, mais aussi les morceaux de bois (branchages, souches, etc.) et autres éléments naturels au sein des emprises chantier devront être totalement ôter manuellement. Ces derniers pourront alors être valorisés en étant déplacés hors des emprises du chantier pour compléter le lot de gîtes de substitution. Par ailleurs, les éléments en matériaux non naturels (déchets plastiques divers notamment) devront également être ôter



des emprises chantier. Certains d'entre eux (gainés plastiques, tôle plastique ondulée, tubes PVC par exemple), peuvent constituer des éléments prisés par la faune pour des abris ou gîtes. L'écologue supervisant l'opération pourra juger pertinent de valoriser certains d'entre eux (dans la construction de gîtes par exemple). Les déchets plastiques ne pouvant être valorisés devront alors être exportés en filière adaptée pour être recyclés.

**A la fin du chantier, une remise en état complète du site sera effectuée.**

**En cas de manquement à ces dispositions, une pénalité sera appliquée conformément au CCAP.**

**La méthodologie prévue pour respecter l'ensemble des dispositions précitées devra obtenir l'agrément du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Environnement.**

## **6.6. Paysage et cadre de vie et riverains**

La prise en compte du paysage et du cadre de vie des riverains en phase chantier nécessite les dispositions suivantes :

### Organisation générale du chantier :

- Le chantier sera interdit au public ;
- Une signalisation temporaire adaptée sera mise en place sur les abords du site des travaux, notamment sur les chemins d'accès aux chantiers, un panneau de chantier sera mis en place afin d'informer le public de la présence d'un chantier à proximité et des limitations d'accès en vigueur.

### Mesures relatives aux envols de poussière :

- Obligation d'utiliser des engins certifiés aux normes en vigueur concernant les émissions de gaz à effet de serre et s'assurer de la présence et du bon fonctionnement du filtre à particules pour les engins de chantier ;
- Le personnel sera sensibilisé à ne pas laisser tourner les moteurs des véhicules et engins inutilement et à utiliser la climatisation de manière raisonnée ;
- Les déplacements sur le chantier seront optimisés ;
- Un arrosage du chantier sera réalisé, si nécessaire, afin de limiter l'envol des poussières (par temps sec et venteux) ;
- Interdiction de brûler les déchets.

### Mesures relatives aux nuisances sonores :

- La vitesse de circulation sur le chantier sera limitée à 20 km/h ;
- La circulation sera optimisée ;
- Les engins utilisés seront conformes aux normes en vigueur et seront contrôlés régulièrement ;
- Les avertisseurs sonores seront uniquement utilisés dans un but sécuritaire. Le personnel sera sensibilisé à cette consigne ;
- Une information préalable des riverains sera réalisée sur la consistance et les plages horaires des travaux.

### Dispositions liées à la propreté du chantier et aux nuisances visuelles :

- Aucun dépôt sauvage ne sera effectué sur le chantier ;
- En fin de chantier, tous les déchets (déchets issus du chantier mais également les déchets présents sur le site) et zone de dépôt seront évacués. Les déchets seront triés et éliminés en filière adaptée. L'entreprise en charge des travaux établira un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets de chantier (SOGED) ;
- Maintien du chantier en bon état de propreté et mesures de gestion des déchets de chantier conformes à la réglementation ;

- Remise en état du site à l'issue des travaux, avec des pentes douces pour améliorer l'intégration paysagère.

## 6.7. ICPE

En cas de nécessité de mise en œuvre d'une installation classée pour la protection de l'environnement, les démarches à réaliser sont décrites ci-après :

- Transmission au préalable d'un dossier de déclaration/autorisation au titre des ICPE au Préfet du département,
- Respect des dispositions des arrêtés types et des arrêtés spécifiques,
- Définition d'un Plan d'Intervention en cas d'accident ou d'incident,
- Lors de l'exploitation, contrôle des émissions atmosphériques, des niveaux sonores et des rejets des installations,
- Aménagement de plateforme spécifique permettant de traiter les eaux de ruissellement des installations,
- Mise en place de mesures en cas de dépassement des valeurs seuils.

## VISAS ET POINTS D'ARRÊT

Les points d'arrêt et les visas, pour lesquels un accord du contrôle extérieur est nécessaire, sont définis dans le tableau ci-après.

Un visa correspond à un accord ponctuel du contrôle extérieur. Un visa permanent correspond à un accord régulier du contrôle extérieur.

Un point d'arrêt correspond une validation des étapes antérieures, d'un point sensible ou d'une exigence permettant la poursuite des activités.

Thème	Exigence	Points d'arrêt/Visas
<b>DOCUMENTS</b>	Rédaction du PRE et des procédures liées à l'environnement	Point d'arrêt
	Mise à jour du PRE et des procédures liées à l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan des Installations de Chantier</li> <li>- Procédure spécifique à l'assainissement provisoire du chantier,</li> <li>- Procédure spécifique à la mise à sec des zones de travaux,</li> <li>- Procédure spécifique à la gestion des espèces invasives,</li> <li>- Procédure relative au suivi de la qualité de l'eau,</li> <li>- Plan d'Intervention en cas de Pollution Accidentelle,</li> <li>- Plan d'Intervention en cas de crue,</li> <li>- Plan d'Intervention en cas d'incendie,</li> <li>- Dossier de déclaration/autorisation au titre des ICPE si nécessaire</li> </ul>	Visa permanent
<b>AIR</b>	Vérification de la mise en place d'un système d'arrosage des éléments générant de la poussière, en cas de vent fort	Visa
<b>BRUIT</b>	Définition du plan de circulation des engins	Visa
	Définition des emplacements des zones de stockage et des installations de chantier	Visa
<b>DECHETS</b>	Avant le démarrage des travaux, rédaction d'un Plan de Gestion des déchets (définissant notamment le mode de stockage des déchets et les filières de traitement) pour les déchets de chantier, les terres polluées, et les déchets liés aux espèces invasives,	Point d'arrêt
	Définition des zones d'implantation pour le stockage des déchets	Visa
	Aménagement des zones de stockage des déchets/matériaux.	Point d'arrêt
<b>EAU</b>	Définition du planning des travaux	Visa
	Réalisation du système d'assainissement provisoire des eaux de lavage et de ruissellement sur les plateformes du chantier et les plateformes de stockage	Point d'arrêt

Thème	Exigence	Points d'arrêt/Visas
<b>EAU</b>	Aménagement et remise en état des zones de nettoyage pour les opérations de pose d'enrobés et de bétonnage	Point d'arrêt
	Implantation des zones de stockage, d'entretien et de ravitaillement des engins	Point d'arrêt
	Implantation des zones de stockages du matériel et produits dangereux	Point d'arrêt
	Réalisation de pêche électrique de sauvegarde	Point d'arrêt
	Transmission des résultats de suivi de la qualité des eaux	Visa permanent
<b>PATRIMOINE NATUREL</b>	Définition du calendrier	Visa
	Définition des pistes de chantier	Visa
	Implantation des installations de chantier	Point d'arrêt
	Matérialisation des emprises et des pistes	Point d'arrêt
	Démantèlement de la hutte ou terrier-hutte en cas d'identification suite aux prospections	Point d'arrêt
	Remise en état des zones de chantier en fin de travaux	Point d'arrêt
<b>ICPE</b>	Rédaction du dossier ICPE si nécessaire	Visa
	Mise en service de l'installation (au démarrage de l'exploitation ou suite à une interruption du fait d'un incident)	Visa
	Remise en état du site après repli de l'installation	Point d'arrêt



## 7. ANNEXES

### 7.1. Annexe 1 : Entreprises sur le chantier

ACTIVITE	Nom, Adresse et Tél.	Date prévisionnelle du début des travaux

**7.2. Annexe 2 : Déclaration d'une pollution ou d'une atteinte à l'environnement au Coordonnateur Environnement**

<u>Emetteur :</u>	<u>Destinataire :</u>
-------------------	-----------------------

<u>Chantier :</u> <u>Date :</u>
------------------------------------

<p style="text-align: center;"><b>COMPTE RENDU</b></p> <p><u>Lieu de l'évènement :</u></p> <p><u>Date et heure :</u></p> <p><u>Description de l'activité à l'origine de la pollution :</u></p> <p><u>Circonstances de l'apparition de la pollution ou de l'atteinte à l'environnement :</u></p> <p><u>Impacts environnementaux constatés :</u></p> <p><u>Actions correctives entreprises :</u></p> <p><u>Modalités de suivi de la pollution ou de l'atteinte à l'environnement :</u></p>
--

### 7.3. Annexe 3 : Trame du Plan de Protection Environnement

#### 1. Identification du chantier

Le Correspondant environnement rappelle dans cette partie les **informations générales** relatives au chantier :

- Nom et coordonnées du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du titulaire.
- Nom et coordonnées du Coordonnateur Environnement.
- Lieux des travaux.
- Nature des travaux.

Il présente également la **politique environnementale** de la direction des entreprises.

#### 2. Organisation du chantier

Le PRE doit contenir :

- **Un organigramme nominatif** avec les coordonnées téléphoniques des intervenants et leurs fonctions. La position hiérarchique et l'indépendance du Correspondant environnement doivent apparaître sur cet organigramme.
- **La répartition des tâches** assurées par l'entreprise signataire du marché, ainsi que pour toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient titulaires, co-traitantes, sous-traitantes.
- **Les moyens d'information**, concernant le PRE, du personnel des différents entrepreneurs.
- **Le matériel et les moyens** disponibles pour la protection de l'environnement.

#### 3. Analyse des contraintes environnementales

Le Correspondant environnement présente une analyse des contraintes environnementales qui consiste à harmoniser les éléments fournis (PME) avec les dispositions particulières définies par le titulaire tant dans le contenu que sur les méthodes de réalisation de ses prestations :

- **Définition des sites et des problèmes sensibles** dans le voisinage du chantier (nappe phréatique, cours d'eau, forêt, habitations, bâtiments sensibles tels que les écoles, les hôpitaux, espèces protégées...).
- **Réalisation d'une carte des contraintes**. Il s'agit de représenter géographiquement la position des zones sensibles par rapport au chantier selon un code de couleur. 4 zones seront ainsi distinguées : zones non sensibles, zones peu sensibles, zones moyennement sensibles et zones très sensibles.

Il définit et justifie l'étendue de cette carte.

#### 4. Procédures d'exécution

Tâches	Nuisances et risques	Mesures préventives envisagées
<b>Définition des phases de travaux et activités :</b>  il s'agit de l'identification exhaustive des tâches de l'ensemble des travaux au regard de la protection de l'environnement.	<b>Analyse des nuisances et des risques potentiels :</b>  le Correspondant environnement détermine l'impact sur l'environnement des phases, activités et tâches élémentaires analysées précédemment (production de déchets, stockage de produits dangereux, émissions sonores, rejets liquides, production de poussières ...).	<b>Détermination des mesures de protection de l'environnement :</b>  cette rubrique précise les moyens à mettre en place pour atténuer, voire supprimer ces impacts.

#### 5. Contrôles et suivi

Cette étape nécessite la mise au point de bases nécessaires à son fonctionnement. Ces fiches seront intégrées au PRE. Le Correspondant environnement établira un planning des différents contrôles à réaliser.

- **Fiche d'Environnement** : remplie par le Correspondant environnement chaque fin de semaine, elle relate les opérations réalisées, les conditions météorologiques, les éventuels incidents liés à l'environnement et les mesures correctives entreprises.
- **Fiche de suivi** : le Correspondant environnement doit établir une fiche de suivi pour chaque contrôle effectué. Sur cette fiche seront indiqués la date, l'heure, l'atelier et la nature du contrôle (visuel, analyses, mesures ...). Il doit effectuer au moins 1 contrôle par semaine et par atelier et peut effectuer des analyses d'eau provenant du chantier et des mesures de bruit au niveau des habitations sensibles.
- **Fiche d'anomalie** : dressée lors de la constatation d'une non-conformité, elle pourra, suivant l'importance de l'impact, nécessiter l'arrêt de l'atelier. Dans tous les cas, la fiche d'anomalie comprend deux parties, à savoir la première partie traitant l'anomalie et la seconde partie traitant de l'action corrective. Elle comporte la date, l'heure de la constatation et l'atelier générateur de cette nuisance. La nature et la gravité de l'incident sont précisées ainsi que les moyens mis en œuvre pour réparer les dommages.



#### 7.4. Annexe 4 : Bordereau de suivi des déchets de chantier de bâtiment et de travaux publics

### BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS

Déchets banals et déchets inertes

Bordereau n° .....

#### 1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : ..... fax : .....	Tél : ..... fax : .....
Responsable : .....	Responsable : .....

#### 2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél : ..... fax : .....	
Responsable : .....	

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2	<input type="checkbox"/> Valorisation matière
	<input type="checkbox"/> Chaufferie bois	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3	<input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)
Autre .....			
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U
			capacité
			Taux de remplissage
			1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

#### 3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
		Cachet et visa :

#### 4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

Nom de l'éliminateur :	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date :
			Cachet et visa :
	U	Quantité reçue	
Qualité du déchet: .....	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/> Refus de la benne → Motif .....		

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise

7.5. Annexe 5 : Arrêté préfectoral de lutte contre les incendies dans le département de la Seine-et-Marne (77)



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

**Arrêté n° 2023/DDT/SEPR/136  
Relatif à la protection contre les incendies des zones situées à  
l'intérieur et à moins de 200 mètres des bois et forêts en Seine-et-  
Marne**

**VU** le Code forestier et son livre 1<sup>er</sup> – Titre III, en particulier ses articles L. 131-1 à L.131-8, ainsi que les articles R. 131-2 et R. 131-3 ;

**VU** le Code pénal et notamment ses articles 223-1 et 223-7, 322-5 à 322-11 et R. 631-1 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Ile-de-France ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine et Marne (hors classe) ;

**VU** l'arrêté n°2005/DDAF/SEEF/n°38 du 20 janvier 2005 concernant la protection des forêts contre les incendies et l'incinération des pailles ;

**VU** l'arrêté n° 2023/DDT/SAJ/02 du 16 février 2023 portant subdélégation de signature ;

**VU** l'arrêté n°23/BC/034 du 03 mai 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture ;

**VU** le procès-verbal d'installation de Monsieur Lionel BEFFRE en qualité de Préfet de Seine-et-Marne en date du 19 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que le risque d'incendie des bois et forêts en Seine-et-Marne se concentre sur une période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la fréquence des épisodes de canicule et de sécheresse conduit à éviter systématiquement l'usage du feu pendant la période à risque, dans une logique de prévention ;

**CONSIDÉRANT** que la pratique du brûlage des végétaux sur pied et des résidus d'exploitation n'a pas un bilan positif pour la fertilité des sols, dégrade la qualité de l'air et présente un risque d'incendie et qu'il convient donc de l'interdire dans les limites prévues par la loi ;

**CONSIDERANT** les pouvoirs de police administrative conférés aux préfets, par les dispositions de l'article L. 131-6 du Code forestier, pour mettre en place des mesures temporaires de prévention de tout départ de feu en cas de risque exceptionnel d'incendie ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - DEFINITION.**

Au sens du présent arrêté, les « espaces sensibles » désignent les bois, forêts, milieux ouverts intra-forestiers, plantations, reboisements, landes. Ils constituent des formations ligneuses combustibles dont sont exclus les vergers régulièrement entretenus.

### **ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES.**

Toute l'année, il est interdit à toutes les personnes autres que les propriétaires de terrains, boisés ou non, les personnes exerçant les droits ou ayant reçu l'autorisation des propriétaires, de porter ou d'allumer du feu à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles.

### **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA PÉRIODE À RISQUE.**

Du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre, il est interdit aux propriétaires de terrains, boisés ou non, et aux personnes exerçant les droits des propriétaires, de porter ou d'allumer du feu à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 mètres des espaces sensibles.

Cette interdiction ne s'applique pas aux habitations, à leurs dépendances ainsi qu'aux chantiers et installations de toute nature, dès lors qu'ils respectent les prescriptions légales qui leur sont applicables.

Les feux qui peuvent y être allumés doivent être entourés de toutes les précautions nécessaires et suffisantes pour prévenir leur propagation vers les espaces sensibles.

Cette interdiction s'applique à tous les feux y compris les feux d'artifices et feux festifs (feux de la St Jean, fêtes patronales, feux de joie, carnaval, feux de camps...) à l'intérieur et jusqu'à 200 mètres des espaces sensibles.

L'incinération des végétaux sur pieds est interdite à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles.

Il est interdit à toute personne de fumer, de jeter des objets en ignition, dans les espaces sensibles y compris sur les voies publiques qui les traversent et leurs abords.

### **ARTICLE 4 - INTERDICTION TEMPORAIRE EN CAS DE RISQUE EXCEPTIONNEL D'INCENDIE.**

En cas de risque exceptionnel d'incendie, le préfet peut restreindre ou interdire temporairement toutes les activités potentiellement génératrices d'incendies sur un périmètre déterminé.

Le préfet peut également restreindre l'accès à ces zones sensibles.

### **ARTICLE 5 - MESURES EXCEPTIONNELLES.**

En l'absence d'alternative, le préfet peut autoriser exceptionnellement l'emploi du feu lorsque des circonstances le justifient (mesures phytosanitaires, événements ou manifestations). La demande motivée précise les mesures de sécurité mises en place. En l'absence de réponse dans le délai de 10 jours, elle est réputée rejetée.

#### ARTICLE 6 - ABROGATIONS.

L'arrêté préfectoral n°2005/DDAF/SEEF/n°38 du 20 janvier 2005 concernant la protection des forêts contre les incendies et l'incinération des pailles est abrogé.

#### ARTICLE 7 - PUBLICITE – MODALITES DE RECOURS.


Le présent arrêté sera affiché chaque année à partir du 15 mars dans toutes les mairies de Seine-et-Marne par le soin des maires.

#### Article 8 - EXÉCUTION.

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,  
Le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-et-Marne.

Melun, le 12 MAI 2023

Le Préfet,



Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, devant le tribunal administratif de Melun, par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).